



ECA/SRDC - CA/ESC/98/

Original : FRANCAIS

UNITED NATIONS

NATIONS UNIES

ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**CENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-REGIONAL
POUR L'AFRIQUE CENTRALE**

**RAPPORT SUR LES CONDITIONS ECONOMIQUES
ET SOCIALES EN AFRIQUE CENTRALE
1998**

*Impact des accords de coopération
sur le développement de la sous-région*

rie noire
Cabinda
Ambriz
LUANDA
Benguela

R A P P O R T
sur
Les CONDITIONS ECONOMIQUES
et SOCIALES
en AFRIQUE CENTRALE, 1998

Impact des Accords de Coopération

Sur

Le Développement de la Sous-Région

Table des matières

	Pages
Introduction	4
Partie I	6
Performances macro-économiques et orientations des politiques socio-économiques en 1997-1998	
A - Performances macro-économiques: vers une consolidation des récentes tendances	7
B - Développement au niveau des secteurs	9
B.1. Secteur réel	9
B.1.1. Secteurs agricoles et pêche, élevage	9
B.1.2. Activités forestières	9
B.1.3. Activités minières	9
B.1.4. Industries et commerce	11
B.2. Finances publiques et comptes extérieurs	11
B.2.1. Finances publiques	11
B.2.2. Comptes extérieurs	12
C - Les orientations des politiques socio-économiques	15
D - Quelques questions sensibles	19
E - Les perspectives	27
Partie II:	34
Impact des accords de coopération et d'intégration sur le développement des pays d'Afrique Centrale	34
A - Introduction	35
B - Dispositifs des accords de coopération et d'intégration	36
B.1. Les accords sous régionaux	36
B.1.1. UDEAC/CEMAC.	36
B.1.2. LA CEPGL	37
B.1.3. LA CEEAC	37
B. 2. Les accords multilatéraux : La convention de Lomé et les Accords de l'Uruguay Round (UR).	38
B.2.1. La convention de Lomé	38
B.2.2. Les accords de l'Uruguay Round	41
C - Réalisation des objectifs contenus dans les accords de coopération des 3 CER de la sous-région d'Afrique Centrale	42
C.1. Flux commerciaux et réformes fiscal-douanière	43
C.2. L'Agriculture	43
C.3. Développement des transports et communications Inter-Etats	44
C.4. La Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)	45
C.5. L'Union Monétaire	46
D - Impact des accords régionaux et multilatéraux sur le développement sous-régional	46
D.1. Accords sous-régionaux	46
D.2. Accords multilatéraux	47
D.2.1. Les facteurs politico-historiques	47

D.2.2.	<i>Les effets néfastes des Conflits</i>	48
D.2.3.	<i>Les facteurs institutionnels</i>	48
D.2.4.	<i>Les infrastructures économiques</i>	49
D.2.4.1.	<i>Des transports</i>	49
D.2.4.2.	<i>Des télécommunications</i>	49
D.2.4.3.	<i>De la faiblesse des échanges intra-régionaux</i>	49
D.3.	<i>Les accords Multilatéraux</i>	50
D.3.1.	<i>Le bilan des Conventions de Lomé, en matière commerciale</i>	50
D.3.2.	<i>L'Uruguay Round et l'Afrique : de nombreuses répercussions négatives sur l'Afrique Centrale</i>	56
D.3.2.1.	<i>L'augmentation des cours mondiaux des produits agricoles</i>	56
D.3.2.2.	<i>Diminution des marges de préférences</i>	57
D.3.2.3.	<i>Les engagements liés à l'accession à l'OMC</i>	58
D.3.3.	<i>Quelques effets positifs de l'Uruguay Round sur les économies Africaines</i>	58
D.3.3.1.	<i>Un accès plus large au marchés mondiaux</i>	59
D.3.3.2.	<i>L'OMC garantit les intérêts des pays africains</i>	60
D.3.4.	<i>Mesures de reformes économiques requises</i>	61
D.3.4.1.	<i>Agriculture</i>	61
D.3.4.2.	<i>L'Industrie</i>	61
E	<i>Leçons à tirer des expériences passées et perspectives</i>	62
E. 1.	<i>Au niveau des Communautés économiques régionales</i>	62
E.1.1.	<i>Harmonisation des politiques économiques et coordination de l'assistance extérieure</i>	62
E.1.2.	<i>Réforme des politiques financières</i>	62
E.2.	<i>Au niveau des accords multilatéraux.</i>	63
E.2.1.	<i>Harmonisation des politiques de développement agricole</i>	63
E.2.2.	<i>Promotion de l'investissement et du développement des entreprises</i>	64
Conclusion		65

Introduction

1. Les indicateurs macro-économiques des pays de la sous-région se consolident régulièrement depuis quatre ans. Avec un taux de croissance moyen annuel estimé à 4.7 % entre 1995 et 1998 (contre -1.8 % de 1990 à 1995), pour l'ensemble des 11 pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), et un nombre de plus en plus grand de pays aspirant à des performances supérieures à cette moyenne sous-régionale, il y a tout lieu de penser que la sous-région s'installe progressivement dans un nouveau cycle de croissance.
2. Cependant, en dépit de ces bonnes performances, beaucoup de chemin reste à parcourir pour que les acquis actuels soient renforcés, deviennent les véritables supports d'un développement durable et auto-entretenu, et apportent des réponses définitives aux phénomènes sociaux les plus préoccupants de l'heure et du futur. En effet, deux problèmes capitaux exigent des réponses aussi bien dans le court que dans le moyen terme. Il s'agit de la stabilisation du contexte socio-politique qui requiert la mise en œuvre de mécanismes et structures solides de prévention et de résolution des conflits internes. Il s'agit aussi de neutraliser les conséquences néfastes d'une certaine injustice sociale qui biaise la répartition "équitable" des fruits de la croissance et alimente les conflits. Un relâchement des efforts sur ces deux fronts se traduirait par une rétrogradation des conditions socio-économiques et réduirait les chances des populations de cette sous-région à jouir pleinement du mieux-être auquel aspirent tous les peuples du monde, à l'horizon de ce troisième millénaire.
3. Les pays de la sous-région, au même titre que beaucoup d'autres pays en Afrique et dans le reste du monde en développement, subissent des mutations sur lesquelles ils n'ont parfois pas les moyens d'exercer une quelconque influence. Ces mutations sont principalement inspirées par les forces émergentes de la reconfiguration de l'économie mondiale sous l'influence du phénomène de la mondialisation. Ce nouveau contexte international impose de nouvelles approches aux problèmes du monde. Les premières manifestations de ces nouvelles approches sont les regroupements sous-régionaux qui d'une part, visent à réaliser des espaces économiques élargis et homogènes, et d'autre part cherchent à s'appuyer sur le faisceau des synergies attendues de la mise en commun des ressources et potentialités afin que meilleur parti soit tiré des opportunités d'affaires et d'enrichissement qu'offre le "village planétaire".
4. Malheureusement, la sous-région de l'Afrique Centrale ne semble pas encore manifester un élan visible pour la réalisation de toutes les conditions de base qui déterminent et caractérisent une intégration sous-régionale. Les facteurs socio-politiques ne sont pas étrangers à ce frein, mais on en vient parfois à se demander si un processus d'intégration solide et irréversible ne nécessite pas des délais d'exécution dont la longueur est déterminée par la nature des écarts entre les parties prenantes au processus (voir Encadré No. 1).
5. Avec l'entrée en vigueur de la monnaie européenne en 1999 et l'inévitable nécessité de la reconsidération des rapports économiques et politiques entre les pays de l'espace européen et leurs partenaires africains, et tout particulièrement ceux de la zone Franc (PAZF), quelques pays africains fortement inspirés par ces nouvelles

dispositions se sont engagés dans le renforcement de leurs liens économiques. En Afrique de l'Ouest, les PAZF ont réactivé tous les dispositifs de coopération sous-régionale et sont en passe de réaliser une véritable intégration "humaine", condition première pour les mouvements des biens et des services. En Afrique australe, l'Afrique du Sud joue un rôle moteur dans le processus d'intégration. Du fait de son potentiel et son dynamisme, ainsi que de la modernité de ses infrastructures et de sa capacité d'absorption, ce pays se présente comme un pôle de croissance dans la sous-région et attire d'énormes masses de capitaux qui se rediffusent dans les autres pays de la communauté par des canaux en cours de développement (coordination des programmes nationaux de développement, harmonisation des structures et politiques tarifaires, rationalisation des institutions sous-régionales, etc.....). Toutes ces évolutions suscitent un certain intérêt en Afrique Centrale et galvanisent la réflexion autour des mécanismes devant rendre effective la mise en œuvre intégrale des accords relatifs à la création de la CEEAC.

6. Bien que qualifiée de "maillon manquant" dans le processus d'intégration en Afrique, la sous-région de l'Afrique Centrale n'a pas été si passive sur cette question. Elle a initié par le passé et mis en chantier une série de conventions et d'accords de coopération qui ne semblent pas agir efficacement sur le rythme d'intégration de ses économies. L'on déplore même une absence des éléments de base pour une réelle interpénétration des économies. Pourquoi ? La réponse à cette question impose au préalable un bilan de ces réalisations passées. Ce bilan doit se faire aussi dans le contexte des nouveaux défis que les pays de la sous-région doivent relever. Ces défis peuvent être au moins de deux ordres:

- 1) une impréparation à affronter les forces de la mondialisation et donc des risques croissants de marginalisation aux conséquences inestimables pour le développement de la sous-région;

- 2) une absorption pure et simple du fait de l'incapacité des pays de la sous-région à développer des réponses leur permettant de négocier habilement leur repositionnement sur l'échiquier mondial.

7. La Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), dans le cadre de la redéfinition de sa mission¹ à la lueur des nouveaux développements dans le monde et en Afrique, a fait de la question de l'intégration économique régionale une priorité. C'est sur cette nouvelle base que le Centre de Développement sous-régional pour l'Afrique Centrale (CDSR-AC) a été investi de la mission de la redynamisation du processus de l'intégration dans cette sous-région. La partie II de ce rapport aborde quelques aspects de la question de l'intégration et souhaite apporter un éclairage aux difficultés auxquelles se heurte ce processus tant au niveau des Etats qu'au niveau des institutions sous-régionales.

¹ CEA, "Mieux servir l'Afrique: une vision stratégique", Addis Abéba, février 1997.

P A R T I E I

PERFORMANCES MACRO-ECONOMIQUES

Et

ORIENTATIONS des POLITIQUES SOCIO-ECONOMIQUES

En

1997-1998

A - Performances macro-économiques: Vers une consolidation des récentes tendances ?

8. A l'exception des pays en situation de conflits, tous les autres pays de la sous-région ayant connu une relative stabilité au plan socio-politique ont, une fois de plus, réalisé des performances qui confirment le mouvement de reprise observé depuis 1995. Cette nouvelle évolution, qui s'inscrit dans le prolongement des résultats encourageants enregistrés depuis quelques années peut, à juste titre, être interprétée comme la manifestation d'une rupture avec la longue période recessionniste des dix années précédentes.
9. Avec un taux de croissance moyen estimé à 4.8 % en 1997² et des prévisions de 5.0 % pour 1998, les pays de la CEMAC affichent des performances relativement supérieures par rapport à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, estimée à 4 % par le FMI³. Si la situation au Congo Brazzaville ne s'était dégradée (un taux de croissance négatif en 1997), les résultats globaux de ce groupe se seraient situés au dessus de la moyenne des pays de la Zone CFA⁴ (taux de 5.5%).

Tableau 1:
Taux de croissance du PIB réel, 1990-1998
(aux prix de 1990)

Pays / Sous-groupe	1990-95	1995-98	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Pays de la CEMAC	0.1	4.6	-2.1	-0.2	-2.2	-0.9	-0.2	3.8	4.3	4.8	5.0
* Cameroun	-1.9	5.0	-6.2	-3.8	-3.1	-3.2	-2.6	3.3	5.0	5.1	5.2
* Congo Brazzaville	0.3	4.0	1.1	2.4	2.6	-1.3	-4.8	2.6	6.3	-1.9	8.1
* Gabon	3.0	3.2	5.2	6.1	-3.2	4.0	3.7	5.0	3.3	4.5	2.1
* Guinée Equatoriale	9.5	24.3	3.3	-1.1	13.2	4.2	15.5	19.2	18.0	53.1	14.7
* République Centrafricaine	0.8	2.9	-2.1	-0.6	-6.4	0.3	4.9	6.3	-1.7	5.2	5.5
* Tchad	2.2	5.2	3.2	3.7	2.4	-1.8	5.9	0.9	3.5	6.5	6.0
Pays hors CEMAC	-4.0	5.0	-4.3	-3.8	-3.8	-15.8	-1.9	7.0	8.3	3.9	3.2
* Angola	-0.8	8.1	1.3	1.3	-0.8	-21.0	8.2	12.0	7.3	9.0	9.1
* Burundi	5.3	-2.1	3.5	5.0	2.3	16.0	1.7	3.1	3.9	4.3	3.9
* Rep. Dém. Congo	-8.2	-3.7	-12.3	-12.3	-10.4	-13.5	-3.9	1.6	-8.5	-6.5	-8.2
* Rwanda	-12.3	17.6	0.8	0.8	0.5	-15.3	-37.0	0.7	3.3	6.3	1.7
* Sao Tomé & Principe	0.1	5.5	-2.2	1.2	0.7	1.1	2.5	3.5	1.2	1.7	2.6
CEEAC	-1.8	4.7	-3.2	-1.9	-3.0	-7.9	-0.9	5.2	6.0	4.4	4.2

Sources: Calculs du CDSR-AC sur la base des données statistiques publiées par:

- la BEAC et la Zone Franc, pour les pays CEMAC;
- la Banque Mondiale (African Development Indicators, 1998/99), pour les pays hors CEMAC.
- 1997: Estimations
- 1998: Prévisions

² Nos propres calculs (base 100=1990) donnent ce taux alors que dans la "Situation Economique, Monétaire et Financière de la Zone BEAC, avril 1998 les taux de 1997 et 1998 sont légèrement supérieurs.

³ IMF, World Economic Outlook, May 1998.

⁴ IMF, World Economic Outlook, May 1998

10. En effet, le redressement des fondamentaux des économies de la sous-région a été le principal support de ces nouvelles tendances. Dans la presque totalité des pays de la sous-région, l'option résolue pour la mise en œuvre de politiques d'assainissement du cadre macro-économique a permis de lever les distorsions au bon fonctionnement des structures de production et de marché.
11. De nombreux secteurs ont donc bénéficié de ces dispositions et ont pu amplement contribuer à ces performances. Il s'agit en premier lieu des secteurs traditionnellement tournés vers l'exportation tels que les filières agricoles et forestières, les mines. Ces secteurs ont tiré profit d'une conjoncture internationale favorable avec une relative remontée des cours des produits primaires. Toutefois, avec les nouvelles perspectives de développement et les opportunités de croissance des marchés intérieurs au niveau de la sous-région, le niveau d'activité des industries manufacturières de certains pays dotés de structures de transformation relativement dynamiques a connu une nouvelle impulsion.
12. Dans le même temps, la mise en place d'un environnement propice à l'investissement a augmenté le flux d'investissements directs dans certains secteurs notamment dans le cadre des programmes nationaux de privatisation.

Tableau 2:
Niveau de l'épargne et des investissements dans la CEMAC,
1990-1998

(en pourcentage du PIB)	1994/ 1997	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Investissements (CEMAC)	31.9	22.3	21.2	19.2	23.1	36.8	30.5	34.0	28.1	30.1
• Cameroun	15.8	17.9	20.9	13.5	16.7	15.6	14.4	16.0	17.0	18.9
• Congo Brazzaville	44.9	17.5	22.7	25.0	30.6	56.0	37.5	62.0	26.0	34.9
• Gabon	22.3	25.6	27.3	22.6	22.1	21.1	23.3	21.2	23.5	25.4
• Guinée Equatoriale	85.2	41.4	33.1	30.3	52.1	96.8	84.4	84.5	82.5	80.1
• Rép. Centrafricaine	14.6	16.3	14.3	14.4	13.1	14.8	14.9	5.7	7.8	11.0
• Tchad	9.4	15.1	8.9	9.4	3.9	16.7	8.4	14.5	11.6	10.0
Epargne nationale										
CEMAC	12.4	15.7	11.5	14.0	18.4	32.6	28.5	16.3	27.4	24.2
• Cameroun	14.4	18.2	24.9	15.6	17.6	18.1	20.0	19.7	22.9	22.0
• Congo Brazzaville	10.4	24.8	20.0	27.3	24.2	23.2	30.2	42.3	40.1	54.5
• Gabon	30.3	43.0	42.3	36.0	37.0	45.7	45.2	44.5	45.6	12.5
• Guinée Equatoriale	14.0	6.5	-16.5	9.3	40.1	85.6	65.7	-17.5	48.3	21.9
• Rép. Centrafricaine	4.6	3.1	3.8	1.6	4.7	9.1	7.8	3.0	5.9	5.2
• Tchad	1.0	-2.6	-5.8	-5.6	-14.2	-2.5	1.3	4.5	0.5	-2.1

Sources: BEAC et calculs du CDSR-AC

B. Développements au niveau des secteurs

B.1. Secteur réel

B.1.1. Secteurs agricole et pêche, élevage:

13. Si de manière globale, le niveau de la production des produits de base comme le café, le cacao, le coton et le caoutchouc naturel, n'a que modestement progressé au cours de la campagne 1997-1998, des contrastes subsistent entre les pays, par type de produits. Toutefois, avec la généralisation des mesures incitatives comme la revalorisation des prix d'achat aux producteurs de la plupart de ces produits, des conditions climatiques favorables, et la rentabilisation de certaines surfaces en phase terminale de réhabilitation et de régénérescence, le volume de la production devrait continuer à augmenter dans l'ensemble des pays producteurs de la sous-région.
14. Les cultures vivrières et maraîchères ont été stimulées par une demande plus importante sur les marchés urbains et le développement des échanges transfrontaliers.
15. Au niveau de l'élevage et des activités halieutiques, l'on note dans quelques pays, les effets bénéfiques de certaines mesures d'encadrement (protection de la santé animale, réhabilitation des abattoirs, fourniture d'équipements modernes, etc...) sur le niveau de la production.

B.1.2. Activités forestières:

16. Les productions de grumes et bois débités ont évolué favorablement depuis 1996, dans l'ensemble des pays de la sous-région. Cette évolution s'explique sans doute par le développement de la capacité de production des scieries existantes, avec de nouveaux investissements en équipements, mais aussi par la mise en exploitation de concessions nouvellement octroyées par les autorités de certains pays. Fondamentalement, cette expansion traduit la capacité de réaction de ce secteur aux opportunités d'affaires à l'exportation offertes par les marchés émergents d'Asie. Cependant, avec la crise financière du début de l'année et ses effets dépressifs à la fois sur la demande et les prix mondiaux, les pays exportateurs de la zone qui ont misé sur une tendance haussière de longue durée en subiront inévitablement les contrecoups.

B.1.3. Activités minières:

17. Les productions des sous-secteurs des minerais solides et des hydrocarbures représenteraient, au niveau des pays de la CEMAC, environ 20 % du PIB de cette zone, près de 63 % de la valeur totale des exportations, et 43 % des ressources budgétaires. Si le potentiel estimé de ces ressources du sous-sol -- en zone CEMAC -- par exemple, cinq des six pays ont des réserves de pétrole confirmées, quatre sont producteurs et un autre pourrait bientôt exploiter ses ressources -- est exploitée dans des conditions optimales, les revenus générés par ces secteurs devraient venir

soutenir ceux des secteurs agricoles et insuffler un nouvel élan à la dynamique de développement amorcée dans ces pays.

Tableau 3:
Part des industries extractives dans les PIB
de quelques pays producteurs de la sous-région, 1990-1998

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
• Cameroun	10.2	10.2	9.3	9.7	9.7				
• Congo Brazzaville	32.0	23.7	24.5	24.3	34.4	33.8	42.4	49.2	45.0
• Gabon	31.8	37.7	34.1	32.5	31.9	41.7	47.1	44.7	37.8
• Guinée Equatoriale	...	...	10.0	17.2	25.8	27.4	34.7	51.9	55.9
• R.C.A. (*)	....	4.4	4.5	5.7	5.5	4.1	4.1	3.8	3.7
• Tchad (*)	....	....	....	....	....	....	....	....	....

Sources: BEAC et administrations nationales

(*) pays non-producteurs de pétrole, mais gisements importants au Tchad avec perspectives d'exploitation en l'an 2000; et campagnes de forages en R.C.A. pour l'évaluation des réserves de pétrole brut repérées dans les régions du Nord-Est à la fin des années 1970.

18. La production et l'exportation du pétrole ont dans l'ensemble favorablement évolué, notamment en Guinée Equatoriale où la production a plus que triplé passant de 0,8 millions de tonnes à 2,9 millions de tonnes soit une augmentation de 72,4% et au Congo où malgré la guerre la production a augmenté passant de 10,3 millions de tonnes à 11,6 millions de tonnes soit une hausse de 12,6%. La production gabonaise quant à elle a cru de 1,1% (18,5 millions de tonnes en 1997 contre 18,3 millions de tonnes en 1996). Par contre, la production camerounaise a stagné au tour de 5 millions de tonnes.

19. Le secteur pétrolier semble être promis à un certain essor au cours de ces prochaines années en raison du volume des investissements annoncés dans quelques pays et des programmes de prospection engagés.

Tableau 4
Investissements privés dans certains pays pétroliers
De la sous-région, 1990-1998

% du PIB	1994/97	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
• Cameroun	14.1	12.2	10.1	9.7	13.9	12.2	13.2	14.9	15.2	16.7
- secteur pétrolier	1.4	....	0.2	0.4	0.7	1.3	1.5	1.5	1.4	1.3
• Congo Brazzaville	40.2	13.2	19.6	20.9	27.9	53.2	34.4	53.9	21.8	27.9
- secteur pétrolier	30.9	6.2	6.2	6.1	5.3	42.2	23.4	43.5	16.3	19.6
• Gabon	16.4	21.3	22.0	17.3	17.0	15.6	17.9	15.8	16.5	19.0
- secteur pétrolier	9.6	12.8	14.3	10.6	10.3	9.1	10.8	9.4	9.3	10.3
• Guinée Equatoriale	79.1	5.9	16.0	12.3	25.3	86.3	79.7	76.6	73.9	74.2
- secteur pétrolier	68.9	....	....	7.9	7.0	69.9	66.6	69.7	69.5	70.2

Sources: BEAC et BCEAO, Impact du marché pétrolier dans la Zone Franc, Octobre 1998

20. En Guinée Equatoriale, l'exploitation de nouveaux champs de Zafiro portera le niveau de la production du pays à 6 millions de tonnes en 1999. Au Tchad, avec la construction du pipeline Tchad-Cameroun, la mise en valeur des ressources pétrolières de Doba, estimées à 130 millions de tonnes assurera une production de 225 mille baril/jour pendant quarante ans, avec des revenus d'exportation escomptés de l'ordre de 70 à 120 Milliards de FCFA par an à partir de l'an 2001. Les investissements liés à ce projet sont estimés à 3,5 milliards de dollars US.

B.1.4. Industries et Commerce:

21. Comme indiqué plus haut, la reprise de la croissance a stimulé la demande intérieure dans la plupart des pays de la sous-région. Les pays ayant une capacité manufacturière pour répondre aux besoins exprimés localement ont su exploiter les nouvelles tendances de substitution des produits locaux ou sous-régionaux aux produits importés.
22. Les industries alimentaires, les activités commerciales de manière générale, et de manière particulière, celles de la distribution des produits pétroliers, du transport, de la fourniture d'eau et d'électricité, des télécommunications, ont enregistré une hausse du niveau de leur production dans la plupart des pays de la sous-région. Il y a lieu de noter que le lent décloisonnement des marchés nationaux, associé à des efforts d'harmonisation des politiques fiscales -- mise en œuvre de la réforme fiscal-douanière dans les pays de la CEMAC -- a grandement favorisé les échanges inter-états.
23. Mais des goulots d'étranglement persistent, notamment au niveau de la circulation des biens et des personnes et de la bonne compréhension, de la diffusion et de l'application des nouvelles dispositions douanières. Ces écueils créent les conditions de survivance et de développement du commerce informel transfrontalier.
24. La difficulté d'approvisionnement en produits énergétiques a été une autre source de grande préoccupation pour les pays enclavés de la sous-région. En effet, la R.C.A. et le Tchad ont subi des pénuries brutales de carburant au cours de l'année 1998; ce qui devra inévitablement avoir des effets négatifs de portées variables sur les performances de leurs secteurs en 1998.

B.2. Finances publiques et comptes extérieurs

B.2.1. Finances Publiques

25. Dans l'ensemble des pays de la CEMAC l'on observe un net redressement des déficits budgétaires depuis 1994, comme l'indiquent les statistiques du tableau 5 sur le rapport entre le solde budgétaire, hors dons, et le PIB. La moyenne de la sous-région a été estimée à -1.8 % en 1996, et -0.8 % en 1997. Le Gabon affiche constamment des soldes excédentaires depuis 1995 alors que la Guinée Equatoriale passe d'un solde déficitaire de 32 % en 1993 à -1.7 % en 1997 et devra réaliser un excédent remarquable de 11.7 % en 1998. Pour les autres pays, les

déficits restent bien faibles, avec une tendance marquée à la recherche du rééquilibrage des comptes publics. Ce redressement des déficits a été possible en grande partie grâce à l'exportation du pétrole brut

Tableau 5:
Solde budgétaire, base engagements et hors dons,
1990-1998

(en % du PIB)	1990 - 1993	1994 - 1997	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
• Cameroun	-8.9	-3.2	-8.4	-13.4	-7.1	-6.4	-9.3	-3.2	-1.8	-0.5	-1.3
• Congo Brazzaville	-14.4	-8.2	-6.7	-12.5	-18.1	-20.4	-13.2	-8.3	-5.1	-7.6	-4.4
• Gabon	-2.3	2.7	-1.2	+1.0	-3.2	-5.8	-1.6	+3.2	+2.7	+5.8	+3.2
• Guinée Equatoriale	-11.6	-2.4	-5.2	-18.2	-8.6	-14.1	-6.5	-6.0	-0.7	-0.7	+12.6
• R.C.A.	-14.0	-9.2	-11.1	-16.0	-15.2	-13.8	-14.8	-11.1	-5.0	-6.5	-6.3
• Tchad	-13.7	-11.5	-16.9	-10.7	-15.4	-11.9	-14.2	-11.9	-11.0	-9.9	-8.6

Sources: BEAC et administrations nationales.

26. La régulière contraction des déficits budgétaires traduit les effets des mesures de redressement des comptes publics adoptées par l'ensemble des états de la sous-région, et qui forment un des éléments de base des programmes d'ajustement en cours d'exécution.
27. L'on observe une adhérence plus rigoureuse aux critères de performances fiscales; ce qui a permis d'instaurer une certaine discipline dans la collecte des ressources fiscales et aussi de réaliser une meilleure allocation de ces ressources. Dans les pays où les ressources fiscales se sont confortées et où des économies ont pu être dégagées, des dépenses d'investissement -- bien qu'encore de niveau modeste -- ont été engagées dans des secteurs ayant souffert par le passé de drastiques compressions. Ainsi donc, les secteurs de la santé et de l'éducation, les infrastructures routières et les communautés de base ont bénéficié de confortables dotations dans certains pays préoccupés par les questions de réduction de la pauvreté.
28. Une progression spectaculaire a été enregistrée en Guinée Equatoriale, aussi bien au niveau des recettes que des dépenses, du fait des effets des revenus pétroliers. En 1997, les dépenses publiques ont été relevées de près de 70 % dont une hausse de salaires d'environ 30 %. Pour 1998, les prévisions budgétaires ont doublé par rapport à 1997. Avec une augmentation des recettes de 134 % et des dépenses d'investissement, principalement financées par des ressources internes, elles progresseront de 190%.

B.2.2. Comptes extérieurs

29. En dépit d'une certaine dégradation des termes de l'échange en 1997 qui s'est accentuée au cours de la première moitié de l'année 1998 du fait des effets dépressifs de la crise financière en Asie sur la demande en produits importés par ces pays émergents, le solde de la balance commerciale des pays de la CEMAC

s'est notablement conforté en 1997 et devrait pratiquement conserver le même niveau en 1998.

30. L'on note aussi une remontée du niveau des réserves extérieures dont le taux de couverture représente environ deux mois d'importations, contre moins d'un mois en 1993. Le solde global a par ailleurs bénéficié des mouvements de capitaux concentrés dans des pays ayant enregistré de confortables afflux de capitaux destinés à des investissements dans des secteurs porteurs, et des flux additionnels liés au déroulement des programmes de privatisation.
31. Le financement du solde global de la balance des paiements a cependant reposé en grande partie sur des aménagements de dettes, et la poursuite du déblocage de nouvelles ressources par les bailleurs extérieurs, dans le cadre des accords conclus en 1997 avec le FMI par la presque totalité des pays de la CEMAC.
32. La charge de la dette extérieure continue néanmoins d'exercer une forte pression sur les réserves en devises et les recettes d'exportation de la plupart des pays de la sous-région, même si le ratio global de la dette semble traduire un relatif relâchement de ces contraintes. En effet, le ratio médian du service de la dette de l'ensemble des pays de la CEMAC semble tendre graduellement vers la norme "soutenable" des 25 % entre 1995 (37%) et 1998 (26 %). Mais cette évolution cache de grandes dispersions en fonction de la particularité de chaque pays.
33. Dans les pays dont les performances macro-économiques sont encore mitigées et méritent une certaine consolidation, les effets du stock de la dette et les charges cumulées des engagements antérieurs contrarient les efforts de redressement des comptes extérieurs. En République Centrafricaine par exemple, dernier pays de la sous-région à avoir conclu des accords d'ajustement avec les institutions de Bretton Woods (Mai 1998) depuis 1995, si les arriérés intérieurs et extérieurs ne bénéficient pas d'un traitement d'urgence, les injections de flux espérés des négociations avec la communauté des bailleurs seraient retardées et le déroulement du programme de relance courrait le risque de souffrir de mouvements sociaux de revendications.

Tableau 6:
Balance des paiements (en milliards de FCFA)

Pays CEMAC	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
• <u>Cameroun:</u>									
- Balance commerciale	164	137	56	173	-181	242	206	375	279
- Compte-courant	-123	-168	-258	-172	96	41	-172	-15	-128
- Balance des capitaux	-62	-98	-111	-98	6	-209	-122	-305	-3
- Solde global	201	208	318	236	307	182	370	-239	131
- Rééchelonnement	173	135	282	60	627	....	633	75	557
- Variations arriérés	21	30	25	168	-404	182	-263	241	-348
- Variations réserves	10	34	2	58	-108	-7	-41	-77	-79
• <u>Congo Brazzaville</u>									
- Balance commerciale	239	173	196	175	192	249	67	472	481
- Compte-courant	-86	-145	-96	-169	-500	-321	-606	-242	-103
- Balance des capitaux	-20	3	-41	-32	336	-31	346	-88	-410
- Solde global	-99	-130	-114	-119	-78	-305	-199	-341	-490
- Rééchelonnement	270	29	1	0	672	66	474	194	405
- Variations arriérés	-140	92	120	119	-564	243	-267	134	-118
- Variations réserves	-31	9	-7	-1	-31	-3	-9	13	15
• <u>Gabon</u>									
- Balance commerciale	465	397	373	411	903	909	1072	1113	847
- Compte-courant	52	53	-102	-1	188	90	94	80	6
- Balance des capitaux	-114	21	-132	-164	-275	-269	-276	-166	-129
- Solde global	-68	91	-241	-170	-89	-215	-130	-120	-93
- Rééchelonnements	76	....	....	0	873	194	173	143	76
- Variations arriérés	54	-73	185	160	-703	0	0	0	0
- Variations réserves	-64	-17	56	10	-81	21	-42	-23	17
• <u>Guinée Equatoriale</u>									
- Balance commerciale	-4	-8	-2	-1	14	18	52	105	69
- Compte-courant	-5	-11	-3	-3	0	-68	-176	-132	-182
- Balance des capitaux	4	8	-4	4	-8	17	128	119	175
- Solde global		-4	-7	0	-9	-7	-2	-4	10
- Rééchelonnement		1	13	0	1	30	1	1	1
- Variations arriérés		5	-7	2	9	-19	3	7	-8
- Variations réserves	-1	-1	1	-2	-1	-4	-2	-4	-6
• <u>R.C.A.</u>									
- Balance commerciale	-18	-16	-19	-7	6	0	14	27	4
- Compte-courant	-81	-45	-52	-36	-38	-51	-26	-20	-47
- Balance des capitaux	15	6	10	1	20	9	2	-18	23
- Solde global	-4	-11	-10	-2	35	-5	-8	-23	8
- Rééchelonnement	15	0	5	1	0	0	0	0	0
- Variations arriérés	-11	8	6	9	-24	8	16	13	-85
- Variations réserves	0	3	-1	-8	-41	-7	-8	10	-5
• <u>Tchad</u>									
- Balance commerciale	-18	-16	-14	-32	-41	4	-18	-22	-16
- Compte-courant	-25	-72	-75	-83	-130	-39	-73	-95	-116
- Balance des capitaux	15	17	13	18	31	5	26	24	52
- Solde global		-5	-12	-13	4	24	11	-6	-10
- Rééchelonnement	11	0	0	0	0	19	30	0	0
- Variations arriérés	4	3	4	3	7	-12	-39	-3	-4
- Variations réserves	1	2	7	10	-12	-32	-2	8	-19

Ensemble CEMAC									
• Balance commerciale (1)				724	1255	1487	1471	2255	2195
• Solde global (%PIB) (2)				-6.1	-4.3	-1.5	-6.1	-0.6	-1.9
• Réserves extérieures (3)				0.8	2.1	1.7	1.8	1.9	2.2
• Termes de l'échange (4)				-11.8	-10.9	7.5	9.6	-1.5	-9.3
• Ratio de la dette (5)				91.3	118.0	103.	96.7	90.4	89.0
• Ratio du service (6)				34.7	34.7	37.2	32.9	27.7	26.2

Sources: BEAC et administrations nationales.

- (1) solde en milliards de FCFA
- (2) y compris dons officiels
- (3) en mois d'importations
- (4) variations en pourcentage de l'indice des termes de l'échange
- (5) ratio stock de la dette- PIB
- (6) ratio service de la dette - Exportations des biens et services

C. Les orientations des politiques économiques

34. Les résultats macro-économiques ci-dessus exposés ont été réalisés dans le contexte des trois types de situations prévalant dans la sous-région:

- (a) les pays en situation virtuelle ou effective de conflits dont la dégradation des structures de production paralyse totalement ou partiellement le fonctionnement, à un niveau optimal, des mécanismes de l'économie;
- (b) les pays en situation de post-conflit, engagés dans des programmes d'urgence ou de redémarrage et en quête d'un nouvel élan, dont l'ampleur des effets des conflits passés continue de peser sur la capacité de réaction des structures socio-économiques.
- (c) les pays bénéficiant d'une relative stabilité dans cette phase de transition socio-politique, et qui commencent à récolter les fruits d'une certaine assiduité dans la poursuite des politiques d'assainissement du cadre macro-économique et de relance de la croissance.

35. Les orientations des politiques économiques mises en œuvre ou à venir, dans la sous-région, resteront donc empreintes par cette hétérogénéité de situations qui pourraient --à très court terme-- rendre ardue la tâche de l'harmonisation et de la cohérence des politiques économiques nationales, dans le cadre des initiatives en faveur de l'intégration sous-régionale.

• Traits des politiques et mesures initiées au cours de ces dernières années

36. De manière générale, le cadre directeur des politiques mises en œuvre au sein de la sous-région, a été la poursuite des réformes structurelles dans le contexte de la stabilisation et de l'assainissement du cadre macro-économique. Cependant, au niveau des pays en conflits, ces programmes ont été soit interrompus, soit balbutiants du fait de l'absence de conditions minimales de fonctionnement des structures socio-économiques. De ce fait, des programmes d'urgence et/ou de

reconstruction se sont substitués aux programmes d'ajustement et de relance de la croissance.

- **Pays en situation virtuelle ou effective de conflits:**

37. Les cas les plus marquants ont été le Burundi et la République Démocratique du Congo, dont la fragilité du processus de transition démocratique, et les enjeux financiers et politiques autour des ressources minérales ont conduit à la résurgence de conflits internes. Dans ces pays, et à des degrés divers, l'urgence demeure la recherche des conditions de paix et d'un consensus autour des questions porteuses de grandes divergences au sein de la société civile. De ce fait, les énergies et ressources nationales sont principalement mobilisées autour du processus de restauration de la paix; ce qui occulte de manière ponctuelle, les préoccupations de caractère strictement économique ou les restitue dans une optique d'économie de guerre.
38. En République Démocratique du Congo, et aussitôt après le changement de régime, un programme de reconstruction et de réhabilitation avait permis de situer l'ampleur des dégâts et de rechercher les sources de financement. Dans le même temps s'envisageait la relance de l'appareil de production et l'assainissement du cadre macro-économique. Alors que la communauté internationale s'engageait à fournir un appui à ce pays dans le cadre d'une concertation élargie entre bailleurs (*la Table Ronde de Genève*) et que les mesures adoptées par le nouveau régime commençaient à produire leurs premiers effets -- infléchissement significatif du niveau des prix, stabilisation du taux de change, perspectives de reprise de la production minière -- de nouveaux affrontements armés neutralisent ces initiatives. Ce cas illustre bien le type d'effet qu'une situation d'instabilité peut produire sur la programmation des initiatives socio-économiques.

- **Pays en situation de post-conflit:**

39. Le Congo Brazzaville et la République Centrafricaine ont péniblement émergé en 1997 de conflits armés internes, aux allures de guerres civiles, qui ont ébranlé leur appareil de production. Bien que les caractéristiques de ces conflits ne soient comparables qu'en certains aspects (contestation de régimes élus par la voie des urnes, affrontements entre des fractions rivales de l'armée nationale, guerres civiles, dislocation des structures administratives et sociales, disparition de l'autorité de l'Etat, destructions massives des biens, déplacement des populations, intervention des forces étrangères, etc.), la profondeur des marques de ces destructions a été le trait commun et particulier qui les a distingués des autres pays de la CEMAC. Ainsi, ces deux pays ont été les seuls de la zone à avoir réalisé de brutales contre-performances (R.C.A. -1.7 % en 1996, et Congo Brazzaville -1.9 % en 1997).
40. Le retour à des conditions minimales de paix, dans ces deux pays, a autorisé le lancement entre 1996 et 1998, d'une série de programmes d'urgence, de redémarrage, et de reconstruction; avec des résultats assez mitigés.
41. Au niveau du Congo Brazzaville, la réparation des dégâts causés par la guerre et dont le coût a été estimé à environ 1 milliard de dollars, soit un peu plus du tiers de la valeur du PIB de 1997, est une phase préliminaire à la relance de l'appareil de

production. La mobilisation d'un tel niveau de ressources devra s'opérer dans un contexte national particulièrement difficile du fait de la contraction d'environ 30% des recettes fiscales et du PIB. C'est pour cette raison que la communauté internationale a été sollicitée. Certains bailleurs de fonds comme l'Union Européenne se sont engagés à apporter des concours multi-sectoriels tandis que d'autres comme le FMI et la Banque Mondiale se proposent d'intervenir dans des secteurs ciblés.

42. En République Centrafricaine, le relèvement du niveau de vie des populations, à la suite des mutineries militaires et des destructions massives qui ont privé d'emploi environ 10 % de la population active du secteur formel, constitue le principal point de concentration des initiatives gouvernementales consignées dans le programme d'urgence et de relance, et dans le programme d'ajustement structurel à moyen terme 1998-2000. Les réformes structurelles envisagées dans le cadre de ce programme à moyen terme devraient créer les conditions pour une reprise de la croissance et une résorption du chômage, de manière à réduire la pauvreté et à consolider le processus de paix sociale. Avec un objectif de taux de croissance moyen annuel de 5.2 % du PIB sur la période 1998-2000, le revenu réel par tête d'habitant devrait progresser en moyenne de 2.7 % par an. Pour atteindre cet objectif de croissance, le niveau des investissements -- le plus bas de la sous-région -- devrait être porté de 8 % en 1997 à 13 % d'ici l'an 2000. Le secteur privé devra être encouragé à relayer l'Etat dans les secteurs en voie de libéralisation, de sorte à participer pleinement à l'effort de relance et à soutenir le rythme des investissements requis pour enclencher une réelle dynamique de croissance durable.
43. Les premiers résultats enregistrés, dans le cadre de la mise en œuvre de ces programmes de redémarrage sont certes encourageants (taux de croissance redevenus positifs en RCA et au Congo Brazzaville), mais ils demeurent précaires. Leur précarité tient d'une part à la fragilité des appareils de production en phase de réhabilitation, et d'autre part aux risques plus ou moins latents de résurgence des conflits dans cette phase de transition socio-politique. De ce fait, il y a lieu de veiller constamment à un couplage systématique des initiatives de rétablissement d'une paix durable avec celles de la relance des activités économiques.

- **Pays en situation de relative stabilité socio-politique:**

Angola, Cameroun, Gabon, Guinée Equatoriale, Rwanda, Sao Tomé & Principe, Tchad.

44. Dans un contexte de relative stabilité socio-politique, la mise en œuvre assidue des réformes structurelles depuis bientôt une dizaine d'années dans ce groupe de pays, commence à produire des résultats positifs tangibles. En effet, après une période de stabilisation qui a été particulièrement longue et émaillée de points de reflux, la régularité des performances macro-économiques qui en résultent tout comme la progressive consolidation des fondamentaux des économies de ces pays, au cours de ces dernières années, les placent désormais dans une phase de transition vers le renforcement des repères sur lesquels se construisent les fondements d'une croissance durable.

Tableau 7:
Facilités d'Ajustement Structurel dans quelques pays

Pays	Date	Montant	Période	Flux additionnels
* Cameroun	07 97	225 Millions de \$US	1997-2000	=> Mobilisations: (a) FMI: 40 Millions de \$ US (b) BIRD: 240 Millions de \$US => Dette extérieure des créanciers du Club de Paris: rééchelonnement et allègement
* Gabon	07 95	Facilité d'Ajustement Elargie (2) 110,3 Millions de DTS	1995-1998	=> Dette extérieure des créanciers du Club de Paris: rééchelonnements
* Rép. Centrafricaine	07.98	66 Millions de \$US	1998-2000	=> Mobilisations: (a) FMI: 11 Millions \$ (3) => Dette extérieure des créanciers du Club de Paris: allègement (Termes de Naples)
* Tchad	07 95	49,6 Millions de DTS	1995-1998	=> Mobilisations: (a) FMI: 4 tirages totalisant 33 Millions de DTS (b) BIRD: Crédit à l'Ajustement Structurel => Dette extérieure des créanciers du Club de Paris: allègement (Termes de Naples)
* Rwanda	*1995 *1997 06/98	=> Compensatory and Contingency Facility => Post-conflict emergency assistance => 71,4 Millions de DTS (4)	1998/2001	

Sources: BEAC, Administrations locales, FMI

- (1) interrompu en 1997 pour raison de conflits;
- (2) en cours de déblocage;
- (3) suspendue en 1997 et en cours de réactivation
- (4) sollicité par lettre d'intention du 04 juin 1998

45. Comme l'indique le tableau 7, les pays ci-dessus cités ont tous dépassé le cap des Facilités d'Ajustement Structurel (FAS) et sont maintenant éligibles ou bénéficiaires des Facilités d'Ajustement Structurel Renforcé, considérés comme étant le meilleur instrument d'assistance financière du FMI aux pays à faible revenu. Ce dispositif a été mis en place par cette institution, à partir de 1987, pour appuyer les efforts des pays engagés dans des programmes d'assainissement de leur cadre macro-économique et des réformes structurelles. Il s'agit donc d'un puissant mécanisme d'accompagnement des politiques encourageant une croissance soutenue dont les principaux objectifs sont l'élévation du niveau de vie des populations et la restauration de la viabilité externe de ces pays. Il s'agit également d'un signal de la part des partenaires au développement qui exprime une reconnaissance des efforts

déployés et l'approbation de la direction vers laquelle tendent ces réformes et leurs effets.

46. Quatre principaux domaines semblent avoir été les points cibles des politiques mises en œuvre dans ces pays:

- le recentrage du rôle de l'Etat en tant que régulateur de l'environnement macro-économique (cadre législatif) et catalyseur des initiatives favorables au bon fonctionnement des structures de production et de marché (planification et stratégie);
- le redressement des grands équilibres économiques et l'assainissement du cadre macro-économique, avec la restructuration du système socio-économique et l'impulsion d'une dynamique productiviste;
- la mobilisation d'un niveau adéquat de ressources (internes et externes) pour le financement des programmes de développement;
- des mécanismes de répartition de la richesse nationale dans l'optique d'une plus grande équité sociale et de la réduction de la pauvreté.

D - Quelques questions sensibles

• La paix et la sécurité:

47. Au cours de ces dernières années, la sous-région de l'Afrique Centrale a été le théâtre d'une série de conflits armés internes dont la répétition tend à miner les efforts de redressement économique et produit des effets déviants aussi bien sur les programmes nationaux que les initiatives sous-régionales de développement amorcés. Ces perturbations révèlent par ailleurs une certaine fragilité du contexte dans lequel s'opèrent les mutations socio-politiques en cours. De ce fait, la recherche de solutions durables à ces tourments devrait constituer une grande priorité pour les gouvernements et partenaires des pays de la sous-région, car la persistance de ces conflits explique en grande partie le recul du processus d'intégration et la faiblesse des engagements financiers extérieurs pourtant fortement souhaités pour soutenir les efforts de relance et l'amorce de la croissance.
48. La complexité de ces questions et l'implication d'acteurs extérieurs à ces conflits internes imposent une démarche introspective, avec à la sortie des schémas de gestion, de résolution et de prévention des conflits qui prennent en compte les préoccupations de tous ces acteurs.
49. Dans le cadre des interventions d'urgence, les mécanismes d'intervention et de prévention des conflits en vigueur ont certes joué un grand rôle d'amortisseurs aux effets de ces conflits de sorte que leur propagation a, en certaines circonstances, été contenue. Toutefois un approfondissement de la réflexion permet de noter que l'efficacité de ces mécanismes est sujette à caution et ce d'autant plus que leur capacité de réaction et les réponses qu'ils apportent ne sont pas totalement adaptées aux problèmes qui se manifestent. De ce fait, la recherche et la mise en place de dispositifs complémentaires, aux niveaux national et sous-régional, devient

un impératif. Ils contribueraient ainsi à une certaine stabilisation du contexte socio-politique et permettraient à ces pays de sortir -- sans risque de conflagration généralisée-- de cette phase difficile de transition socio-politique.

50. L'initiative de la création en mai 1992 par le Secrétaire Général des Nations Unies d'un comité consultatif permanent sur les questions de sécurité en Afrique Centrale, rejoint l'idée de la mise en place de ces dispositifs complémentaires. Cette initiative est la manifestation de la double volonté de la communauté internationale et des représentants des Etats concernés, de rechercher une plate-forme et des mécanismes consensuels pour la résolution des problèmes de conflits et de paix dans la sous-région. A ce jour et à l'issue de dix rencontres⁵, le Comité a obtenu de neuf (sur onze) des pays membres, la signature d'un pacte de non-agression dont l'un des principaux objectifs est la prévention de conflits inter-états et le renforcement de la coopération entre ces Etats. Il n'en demeure pas moins que beaucoup d'autres aspects de ces conflits, et particulièrement ceux de caractère interne, nécessitent des réponses spécifiques.

- **La pauvreté**

51. Les périodes de crise économique et socio-politique qu'ont connues l'ensemble des pays de la sous-région ont eu des effets érosifs sur le niveau de vie des populations. Les statistiques reprises dans le tableau 8 le confirment. Le PNB par habitant⁶ a systématiquement décliné dans l'ensemble de ces pays sur les dix dernières années. Même si la tendance au redressement de certains indicateurs, dans le nouveau contexte de la reprise économique, semble apporter quelques apaisements, celle-ci ne traduit pas fondamentalement une amélioration des conditions de vie des populations. Les indicateurs du développement humain (IDH) - tous de la catégorie des pays à faible performance --ont pour la plupart régressé. Sur les 11 pays de la sous-région, seuls trois pays (Angola, Guinée Equatoriale, Sao Tomé et Principe) semblent avoir enregistré -- en considération de l'évolution de leur position sur l'échelle mondiale de l'IDH -- de timides progrès sur le front du développement humain, entre 1992 et 1995. En dépit de cela, la situation globale dans ces pays n'est pas si différente de celle des autres. Le déficit, mesuré en termes de réponse effective aux aspirations d'une large proportion de la population estimée défavorisée à accéder aux services de base et à satisfaire les besoins vitaux, demeure relativement important dans tous ces pays, et a même tendance à s'aggraver dans certains pays.
52. Il n'est donc pas surprenant que la lutte contre la pauvreté soit classée parmi les principales préoccupations dans l'ensemble de ces pays. En d'autres termes, l'une des plus importantes questions auxquelles les décideurs nationaux et leurs partenaires au développement s'attèlent à trouver des éléments de réponse est la formulation et la mise en œuvre de politiques et stratégies permettant de contenir et d'enrayer la montée de la paupérisation. Elle est d'autant plus importante qu'elle

⁵ La dixième réunion du Comité a eu lieu en novembre 1998 à Yaoundé. Constitué des onze pays membres de la CEEAC, le Comité se réunit deux fois par an, au niveau des experts, des ministres et des chefs d'Etat et de gouvernement.

⁶ Expression très arithmétique et imparfaite de la répartition du revenu national entre les habitants d'un pays, et qui ne reflète pas nécessairement les biais causés par les imperfections des mécanismes de répartition et filets de sécurité sociale existants.

conditionne la stabilité et la paix sociale, facteurs de base pour l'éclosion des initiatives porteuses de développement durable.

Tableau 8:
PNB par tête (PNB/H) et Indicateur du Développement Humain (IDH)

Pays / Sous-groupe	IDH		PNB/H (\$US)		
	1992	1995	1990	1995	1997
Pays de la CEMAC					
* Cameroun	0.503 (127è)	0.481 (132è)	970	610	650
* République du Congo	0.538 (122è)	0.519 (128è)	860	630	660
* Gabon	0.579 (114è)	0.568 (120è)	4730	3820	4230
* Guinée Equatoriale	0.399 (142è)	0.465 (135è)	350	390	1050
* République Centrafricaine	0.361 (149è)	0.347 (154è)	470	350	320
* Tchad	0.296 (162è)	0.318 (163è)	250	220	240
Pays hors CEMAC					
* Angola	0.291 (164è)	0.344 (156è)	410	220	340
* Burundi	0.286 (165è)	.....	220	170	180
* République Démocratique du Congo	.....	0.383 (143è)	220	140	110
* Rwanda	0.332 (156è)	.....	370	190	210
* Sao Tomé & Principe	0.451 (133è)	0.563 (121è)	390	340	270

Sources:

- PIB/H: World Bank, African Development Indicators, 1998/99
- IDH: UNDP, Human Development Report, 1998

53. A la suite du sommet social de Copenhague⁷, quelques résolutions devant servir de cadre de référence aux pays dans la formulation des politiques pour la lutte contre la pauvreté, avaient été adoptées. Dans le prolongement de ces préoccupations, le débat sur l'impact des programmes d'ajustement structurels sur les segments les plus vulnérables de la population a abouti à un certain nombre de mécanismes permettant d'atténuer ces effets néfastes.
54. Quelques approches adoptées par certains pays méritent d'être approfondies et peuvent servir de repères à d'autres dans lesquels des schémas cohérents de prise en compte des personnes affectées par les mesures d'austérité n'ont pas encore été mis en œuvre. Nous en retenons quelques unes au niveau de la sous-région, qui ne doivent servir que d'exemples.
55. Au Gabon, un fonds de solidarité nationale a été institué, avec le concours de bailleurs extérieurs. Il a pour but de canaliser la main d'œuvre déflatée de la fonction publique vers des initiatives privées, en apportant l'assistance technique et financière nécessaires aux potentiels entrepreneurs nationaux.

⁷ Nations Unies, rapport du Sommet mondial pour le Développement social (ref. A/CONF.166/9), Copenhague, Danemark, 6 au 12 mars 1992.

56. Au Cameroun, pays en situation de relative suffisance alimentaire et où paradoxalement près de 50 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté alimentaire ⁸, le gouvernement se propose dans le cadre d'une stratégie globale de lutte contre la pauvreté en cours d'élaboration, de ramener ce ratio à 40 % à l'an 2000/01 et à 15 % en 2010. Cette stratégie cherchera à développer des synergies entre les initiatives des secteurs public, privé et de la société civile (ONG), de manière à maximiser leur impact sur la pauvreté.

57. La leçon à tirer de tous ces développements est qu'à ce stade de l'élaboration des "stratégies nationales de lutte contre la pauvreté", et en considération de cette phase d'ajustement qui se traduit déjà par un transfert implicite des charges de l'Etat en matière de redistribution vers d'autres catégories d'agents économiques, l'absorption des chocs sociaux occasionnés par les réformes en cours mérite d'être abordée avec un double objectif. Le premier objectif doit être de formuler des solutions adaptées aux spécificités de chaque pays. Le deuxième objectif est de veiller à une convenable programmation des réponses de manière à assurer une transition douce et à éviter une aggravation de la tendance actuelle dont la principale manifestation est le brutal déclin des ressources allouées par l'Etat aux couches les plus défavorisées.

58. Les appuis financiers apportés par les partenaires au développement, dans le cadre de la mise en œuvre des programmes à moyen terme, vont jouer un rôle crucial de tampon. Cependant, ils ne doivent pas éclipser les efforts internes. Ils doivent plutôt favoriser, dans cette période de transition, les conditions d'émergence des mécanismes durables et auto-entretenus d'inspiration locale et conçus à partir d'un certain consensus ou d'un pacte social. Ce sont ces mécanismes qui, dans le moyen et long termes, permettront de réaliser les conditions de l'élimination effective de la pauvreté; ce qui, dans le même temps, aboutirait à la consolidation des fondements d'une certaine stabilité socio-politique.

• Participation de la femme aux actions de développement: quelle étape après la formulation des plans d'action nationaux ?

59. Depuis l'organisation de la Conférence Mondiale de l'Année Internationale de la Femme de juin 1975⁹, le cadre institutionnel pour la reconnaissance de la participation de la femme au processus de développement économique a été soit créé, soit renforcé dans chacun des pays. Les structures mises en place constituent des bases car l'on note des signes effectifs d'une prise de conscience par les décideurs politiques et le public du rôle des femmes dans le développement économique de leurs pays respectifs. A travers ces structures, des initiatives ont été développées pour mettre en place des projets et programmes bénéfiques aux femmes. Ces initiatives ont favorisé et renforcé une croissante implication des femmes dans les activités économiques, sociales et politiques.

60. Les Plates-Formes d'Action de Dakar et de Beijing adoptées respectivement en 1994 et 1995, (lors de la Conférence Africaine et de la Conférence Mondiale), ont fourni aux pays de l'Afrique Centrale tout comme à beaucoup d'autres pays africains, des repères pour l'élaboration des politiques nationales en faveur des

⁸ Poverty assessment and Poverty reduction strategy

⁹ Mexico City

femmes. Ces plates-formes définissent onze domaines d'action prioritaires qui doivent être pris en compte par les pays, au moment de la formulation de leurs plans d'action.

61. Une réunion sous-régionale de suivi de ces Plates-formes a été organisée pour les pays de la sous-région (non compris l'Angola, le Burundi, et le Rwanda), du 22 au 25 juin 1998 à Bangui (République Centrafricaine). Bien que globalement positif, le bilan présenté par les pays de la sous-région laisse apparaître encore quelques points faibles. Si les mécanismes d'élaboration des plans d'action nationaux ont travaillé efficacement pour doter tous ces pays de lignes directrices sur le traitement des questions du genre et plus particulièrement du renforcement du rôle et de la place de la femme dans la société, la traduction de ces plans dans les faits -- aspect le plus important -- souffre de quelques inerties.

➤ Des priorités communes

62. Les plans élaborés par les pays de la sous-région font apparaître un certain nombre de priorités aux caractéristiques communes, dont les plus significatives sont :
 - l'amélioration du statut juridique de la femme;
 - le renforcement du pouvoir économique de la femme ;
 - l'éducation ; et,
 - l'amélioration du cadre institutionnel

63. Dans certains de ces domaines, les acquis existants doivent être consolidés.

Dans le domaine juridique, tous les pays de la sous-région, sans exception, ont signé la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. La signature de cette Convention et son application au niveau national a eu un impact positif sur le statut de la femme. Au Tchad par exemple, certaines dispositions de la loi du 11 juillet 1975, dont les articles 2 et 25, «donnent à la femme tchadienne la possibilité de choix d'un domicile séparé de celui du mari » ¹⁰. La révision ou l'élaboration d'un code de la famille est considérée comme une priorité par tous les pays, qui ont engagé ce processus. Beaucoup reste cependant à faire pour éliminer les multiples discriminations dont sont l'objet les femmes et qui ont leur fondement dans les valeurs socio-culturelles des pays.

64. Un point important qui est perçu comme un facteur limitant l'accès des femmes à la connaissance et/ou à la jouissance de leur droit, est l'analphabétisme. Afin de combler cette lacune, des initiatives sont développées dans beaucoup de ces pays pour vulgariser les lois et textes relatifs au statut social de la femme. Au Cameroun, les femmes juristes ont créé un réseau dénommé "Association camerounaise des Femmes Juristes" (ACAFEJ), dont l'un des objectifs est la sensibilisation en matière de droits de la femme camerounaise.

65. Le renforcement du pouvoir économique de la femme passe entre autres par l'accès au crédit et à la propriété. Les conditions imposées par les banques traditionnelles, et notamment les garanties qu'elles demandent pour l'octroi des prêts, constituent des contraintes à l'accès des femmes au crédit. Les prêts dont les femmes

¹⁰. Situation de la Femme en Afrique Centrale, Document final, par Madame Tsangeu Seppou Julienne.

bénéficient, et dont les montants sont très modestes, proviennent des tontines, des caisses d'épargne et de crédit ou d'autres caisses mises en place par la coopération bilatérale. Les femmes s'organisent à travers des réseaux pour mettre en place de telles mutuelles: SOS Women au Cameroun en est une illustration.

66. L'expérience de certaines régions sous-développées, notamment celles de l'Asie, nous autorise à croire que seules les banques spécialisées pour les femmes et qui accordent des crédits à des conditions spécifiques, permettront aux femmes de la sous-région d'accéder à d'importants crédits. De tels dispositifs peuvent favoriser l'émergence d'une nouvelle classe d'entrepreneurs. De même, dans certains pays l'accès de la femme à la propriété est sujet à certains critères qui freinent celui-ci. Des dispositions devront être prises pour permettre à la femme de posséder des biens, surtout la terre.
67. En matière d'éducation de la jeune fille, on a noté que des progrès sensibles ont été réalisés depuis 1960. En effet, les taux de scolarisation aussi bien pour les filles que pour les garçons se sont améliorés, cependant la proportion la plus forte revient aux garçons. Les taux d'inscription dans l'enseignement primaire ont connu les évolutions suivantes de 1960 à 1996 : au Tchad, de 30% pour les garçons et 4% pour les filles à 74% et 36% et au Burundi, de 31% et 10% à 77% et 63%. Les écarts se sont sensiblement réduits pour certains pays : Cameroun, Congo et Rwanda, mais demeurent relativement importants pour la République Centrafricaine (52% pour les garçons et 11% pour les filles) et le Tchad. La proportion des filles scolarisées est encore très faible. En 1990, le pourcentage variait de 19% pour le Tchad, 44% pour le Congo et 59% pour le Cameroun. Ces pourcentages décrivent éloquemment l'ampleur des efforts à fournir pour la scolarisation de la jeune fille en Afrique Centrale.
68. Pour améliorer la tendance et même l'inverser, les stratégies nationales doivent avoir pour principale cible les facteurs sociaux qui limitent l'accès des jeunes filles à l'éducation. Aussi longtemps que la fille ne sera perçue que comme future épouse et mère, et non comme un agent de développement, son accès à l'éducation sera limité. Parmi les mesures d'incitation expérimentées avec efficacité dans certains pays, on peut relever la gratuité de l'enseignement primaire pour les garçons et les filles. Des pays comme l'Afrique du Sud, le Botswana, le Cap-Vert, le Malawi, l'Ile Maurice et le Zimbabwe¹¹ ont, par ce type de mesure, réussi à réaliser des taux de scolarisation supérieurs aux 90%.

➤ La mise en œuvre des plans d'action nationaux:

69. La réunion sous-régionale de Bangui, citée plus haut, a permis de constater les difficultés auxquelles se heurtent les pays de la sous-région quant à la mise en œuvre de leurs plans. La principale difficulté porte sur le niveau et la nature des ressources à mobiliser pour traduire ces plans dans les faits. En effet, les ressources financières, matérielles et humaines sont nécessaires pour entreprendre les activités programmées. Et celles-ci doivent provenir des gouvernements dont l'apport sera complété par les contributions des donateurs bilatéraux et multilatéraux. Or aucune allocation budgétaire des Etats n'a été enregistrée. Par ailleurs, la question de l'implication des différents acteurs dans la responsabilisation et l'exécution des

¹¹ Source : UNICEF, La situation des enfants dans le monde 1999. Education.

différents volets des plans d'action nationaux, en d'autres termes, la décentralisation des pouvoirs et des activités, devrait permettre de situer la nature et le niveau des contributions nationales. La création et le renforcement des capacités locales destinées à la gestion de ces programmes est aussi un aspect important à envisager dès à présent. Enfin, toujours au plan national, un partenariat entre le secteur public, le secteur privé et les Organisations Non Gouvernementales, devrait permettre de développer des synergies pour la mobilisation de ces ressources.

70. Se plaçant dans la perspective de la pérennisation de ces initiatives, il a été préconisé le développement d'un partenariat dynamique avec des entités aussi bien nationales que sous-régionales et extérieures au continent, œuvrant pour la cause du renforcement du pouvoir économique de la femme. C'est dans cet esprit qu'une structure virtuelle dénommée "Réseau des Femmes d'Afrique Centrale" (RESEFAC) a été créé. Les objectifs du RESEFAC sont entre autres de faire contribuer les femmes à l'intégration économique, sociale et culturelle des Etats membres de la sous-région, de développer l'entreprenariat féminin et de renforcer les capacités des femmes à mener des actions de maintien de la paix dans la sous-région. Ce réseau établit ainsi la jonction entre les niveaux national et sous-régional pour une participation effective de la femme au processus de développement dans la sous-région.

- **Le financement du développement:** dette extérieure, et flux additionnels

71. De manière générale, les performances macro-économiques en Afrique au sud du Sahara, se sont considérablement améliorées en l'espace de 5 ans. D'une moyenne de 1,5 % dans la période 1990-1994, le taux de croissance du PIB a presque triplé de 1995 à 1997 (4,5 %), et les perspectives pour la fin de la décennie indiquent que ces pays pourraient contribuer à la croissance mondiale au cours du prochain millénaire. Pour que ces perspectives se réalisent, quelques questions demandent cependant qu'on leur accorde une importance toute particulière en raison de la position centrale qu'elles occupent dans ce processus. L'une des plus importantes questions est celle du financement du développement.

72. Dans l'ensemble des pays africains subsahariens, et tout particulièrement dans ceux où la transition s'opère à un rythme relativement lent, la mobilisation d'un niveau adéquat de ressources financières pour soutenir les efforts de relance économique requiert des dispositions spécifiques encourageant les effets multiplicateurs de toutes les sources et modes de financement du développement. Un accent particulier a jusque là été mis sur l'épargne intérieure et l'attraction de flux additionnels extérieurs non générateurs de dette. Malheureusement, un paradoxe se manifeste avec persistance dans ce contexte de recherche de ressources fraîches. Alors que des efforts particuliers sont déployés par les Etats pour restaurer leur solvabilité et leur crédibilité en dégageant des provisions suffisantes destinées à la couverture du service de la dette publique extérieure, le niveau des transferts nets reste insuffisant par rapport à l'ampleur des déficits de financement des programmes d'investissement. La durabilité d'un tel déficit ne peut que compromettre la mise en œuvre de ces programmes dont la contribution à l'émulation du secteur privé est d'une extrême nécessité.

73. C'est cette situation de limitation de ressources qui prévaut actuellement dans la majorité des pays de la sous-région. Il s'agit en premier lieu des pays à faible revenu et à faible niveau d'épargne intérieure; mais aussi des pays apparemment riches dont le caractère volatile des disponibilités financières ne garantit pas une certaine base de stabilité sur laquelle asseoir durablement des stratégies de financement. Ces deux catégories de pays sont, d'une manière ou d'une autre, confrontés au dilemme de la tenue régulière de leurs lourds engagements extérieurs -- particulièrement ceux non renégociables de leurs créanciers multilatéraux -- et de la réalisation urgente d'un minimum d'investissements publics dans les secteurs sensibles et non immédiatement rentables pour les investisseurs privés.
74. Les réponses à ce dilemme requièrent certes la poursuite des réformes afin de créer les conditions optimales de génération des ressources internes; mais dans ce contexte de transition, ces initiatives nationales doivent bénéficier du soutien constant de la communauté des bailleurs et donateurs extérieurs.
75. Dans le cadre de la mobilisation des ressources extérieures, trois faisceaux d'actions -- coopération pour le développement, transferts nets positifs et allègement du service de la dette -- doivent être envisagés afin que la convergence de leurs effets produise le maximum d'impact possible, et permette de combler les besoins immédiats de financement du développement de ces pays. Une telle combinaison de sources devrait, en dernier ressort, produire des effets durables au niveau du processus de reconstitution de la capacité interne de financement de ces pays et favoriser à terme leur autonomie financière.
76. Qu'en est-il effectivement au niveau de la sous-région ?

➤ la coopération pour le développement:

77. Le cadre général d'intervention des pays donateurs subit une transformation depuis 1996¹². Cette transformation est dictée par quatre principales considérations: a) la recherche d'un consensus entre donateurs et récipiendaires sur les objectifs assignés à la coopération; b) des résultats concrets dans le domaine du développement à visage humain; c) la nécessité de bâtir au cours du troisième millénaire un monde débarrassé des fléaux sociaux et environnementaux tels que la pauvreté, les catastrophes causées par la dégradation de l'écosphère, etc.....
78. Etant donné que ces considérations sont le reflet de débats nourris et d'une certaine concertation entre les deux parties œuvrant en partenariat pour la réalisation d'un développement durable dans le monde, l'ajustage du niveau des ressources (toutes catégories confondues) attendues de la coopération internationale aux besoins globaux de développement identifiés sur la planète devrait en être facilité. Toutefois, la question de la disponibilité de ces ressources tout comme les critères de leur répartition entre les différentes catégories de récipiendaires, qui sont des aspects déterminants pour l'efficacité de ces ressources, suscitent encore une série d'interrogations. Ces interrogations sont assez présentes dans les différents pays de l'Afrique Centrale lorsqu'on analyse la tendance des flux d'aide ainsi que leur répartition entre pays et entre secteurs, au cours de ces dernières années.

¹² OCDE, Coopération pour le Développement, Rapport 1997, Paris 1998.

➤ l'allègement de la charge du service de la dette et les transferts nets:

79. Les statistiques sur la dette extérieure des pays de la CEMAC, pris globalement, se sont quelque peu améliorées en 1996 et 1997. Le ratio de la dette est passé de 118 % du PIB en 1994 à 90 % en 1997 tandis que celui du service de la dette devrait se rapprocher des 25 % en 1998, contre 37 % en 1995. Cette évolution favorable n'est qu'apparente car la dette extérieure continue de se poser en véritable contrainte pour la mobilisation des ressources en faveur du financement du développement dans la grande majorité de ces pays. Au cours de cette période, le niveau des débours additionnels a été faible et le service effectif de la dette a été inférieur aux exigibilités. En conséquence, de nouveaux arriérés ont été enregistrés. Par ailleurs, les transferts nets sur la dette ont été relativement modestes dans l'ensemble, sinon négatifs dans certains pays.
80. Même si la prudence impose une limitation du niveau de l'endettement de manière à contenir la pression qu'exerce la charge actuelle de la dette sur les ressources budgétaires, le fait que les transferts nets sur la dette ressortent négatifs est une indication des difficultés que rencontrent quelques pays à mobiliser de nouvelles ressources. La persistance d'une telle tendance se traduit en déficits de ressources pour le financement des programmes d'investissements publics. C'est pour cette raison que les concessions attendues des créanciers doivent être de nature à produire des effets immédiats et visibles aussi bien en termes d'économies sur les règlements des échéances actuelles et futures que de flux additionnels substantiels.

E. Les perspectives

81. Les perspectives dans la sous-région dépendront de l'évolution de quelques facteurs internes déterminants et de l'influence qu'exerceront les tendances lourdes de l'économie mondiale sur les économies nationales. Selon les projections du Fonds Monétaire International, la reprise économique en Afrique se poursuivra au-delà de 1999, avec un taux de croissance moyen annuel de l'ordre de 5 %. Cette évolution sera déterminée par des efforts continus en matière d'ajustement et de réformes, et un certain renforcement de la bonne gouvernance.
82. Mais ces options de politiques économiques internes ne sauront produire leurs pleins effets que si la conjoncture internationale demeure favorable. Or quelques signes d'essoufflement -- qu'il faut espérer conjoncturels -- se sont manifestés au cours de l'année 1998. Leur persistance pourrait engendrer quelques revers pour l'économie mondiale et les résultats macro-économiques des pays de la sous-région pourraient en subir les contre-coups.

Tableau 9
PIB, taux de croissance réel, 1998-2000

Pays / Sous-groupe	1998	1999	2000
Pays de la CEMAC	5.0	5.9	6.5
* Cameroun	5.2	5.2	5.3
* Congo Brazzaville	8.1	2.4	4.2
* Gabon	2.1	3.1	2.9
* Guinée Equatoriale	14.7	35.0	38.5
* République Centrafricaine	5.5	5.1	5.2
* Tchad	6.0	6.1	6.2
Pays hors CEMAC	3.2	4.3	4.9
* Angola	9.1	9.6	11.2
* Burundi	3.9	4.0	4.1
* Rep. Dém. Congo	-8.2	-3.7	-2.7
* Rwanda	1.7	8.0	8.1
* Sao Tomé & Principe	2.6	3.4	4.0
CEEAC	4.2	5.0	5.6

Sources: FMI, BEAC et calculs du CDSR-AC

83. En effet, les marchés des matières premières ont enregistré un léger retournement de tendance au cours de l'année 1998, en raison d'une contraction des importations des pays asiatiques durement affectés par la crise financière. Par ailleurs, la déprime du marché du pétrole, avec une érosion de près de 27 % des cours sur les six premiers mois de l'année 1998, a obligé certains pays exportateurs de pétrole de la sous-région à réviser leurs programmes d'investissements et leurs objectifs de croissance.

84. Selon certaines estimations¹³, en 1998, les pertes de recettes fiscales liées à la chute du prix du pétrole dans certains pays exportateurs de la sous-région, et mesurées en termes de part du PIB, varieraient de 1.4 % pour le Cameroun à 5.4 % pour le Congo Brazzaville. Etant donné que les revenus pétroliers représentent plus de 80 % des ressources budgétaires dans des pays comme l'Angola, le Gabon, et le Congo Brazzaville, une si brutale contraction des recettes a des répercussions négatives sur beaucoup de secteurs car l'exécution des programmes d'investissements publics s'en trouve compromise.

¹³ IMF, World Economic Outlook, October 1998

Tableau 10
Baisse des prix du pétrole et effets
sur les ressources budgétaires des pays exportateurs
en Afrique centrale, en 1998

Pays	Part des revenus pétroliers dans les ressources budgétaires (en %)	Baisse des recettes fiscales (en % du PIB)	Revenus pétroliers (en % du PIB)
1. Angola	83	4.0	25.0
2. Cameroun	26	1.4	2.9
3. Congo (Brazzaville)	67	5.4	18.8
4. Gabon	61	4.0	16.5
5. Guinée Equatoriale	49	3.1	8.2

Source: Extrait de IMF, World Economic Outlook, October 1998

85. Deux autres facteurs extérieurs tout aussi importants sont les perspectives de croissance dans les pays de l'Union Européenne, principaux partenaires économiques et commerciaux des pays de la sous-région, et le niveau des flux de capitaux qui seront orientés vers les secteurs de la sous-région, porteurs de croissance. Selon toute vraisemblance, les pays de l'Union européenne, non encore exposés aux effets de la crise financière du fait de la stabilité de leur environnement socio-économique dérivant des politiques macro-économiques rigoureuses, devront continuer à réaliser des performances élevées. Une telle évolution stimulerait le niveau des échanges entre les deux espaces et devrait tirer la production et les exportations de certains produits de base de la sous-région. Par contre, des présomptions défavorables pèsent sur les marchés financiers; ce qui pourrait, en cas d'accentuation des indices décelés (psychologie des investisseurs, niveau des taux d'intérêt, capacité d'ajustements des pays affectés, rôle des institutions financières internationales, etc.....) se traduire par une systémisation du syndrome de la crise et une contraction généralisée du volume des investissements dans le monde. Le processus de relance économique dans la sous-région de l'Afrique Centrale pourrait en être affecté.

86. Au plan interne, l'intégration sous-régionale est un volet qui mérite que les Etats lui consacrent le maximum d'effort possible car il devra avoir des effets bénéfiques considérables aussi bien dans le court que le moyen terme sur la croissance en Afrique Centrale. L'harmonisation des politiques macro-économiques et la recherche d'une certaine ouverture des marchés devraient, par une mobilité accrue des facteurs de production, grandement contribuer au développement de la production et des échanges intra-zone (voir Encadré 1).

Encadré No. 1 : CROISSANCE, CONVERGENCE ET INTEGRATION.

L'évolution des pays de la sous-région au cours des dix dernières années est contrastée. Ces contrastes s'appréhendent mieux à travers l'analyse factorielle¹⁴ que nous avons réalisée, sur vingt indicateurs macro-économiques des pays de la CEMAC, et sur la période 1990-1998.

L'analyse s'est effectuée par rapport au profil moyen de la zone CEMAC, récapitulé dans le tableau 1 ci-après.

Tableau 1 : Caractéristiques moyennes de la Zone CEMAC

LIBELLE	MOYENNE	ECART-TYPE	COEFFICIENT DE VARIATION	MINIMUM	MAXIMUM
SERVICES DE LA DETTE	161,25	180,11	1,1	1	537
BALANCE COMMERCIALE	194,7	294,23	1,5	-82,1	1139,4
COMPTE-COURANT	-72,98	118,83	1,6	-606	188
BALANCE DES CAPITAUX	-28	133,3	4,8	-410	346
SOLDE GLOBAL	-87,09	116,96	1,3	-370	91
REECHELONNEMENT	116,98	207,38	1,8	0	873
VARIATIONS ARRIERES	-22,02	169,35	7,7	-703	243
VARIATIONS RESERVES	-9,07	30,22	3,3	-108	58
TAUX DE CROISSANCE PIB	4,21	8,64	2,1	-6,4	53,1
PIB	3836,16	3910,92	1,0	20,9	13243,5
INVESTISSEMENT TOTAL	27,04	22,13	0,8	3,9	96,8
INVESTISSEMENT PRIVE	19,34	22,02	1,1	-2,2	86,3
INVESTISSEMENT SECTEUR PETROLIER	11,96	20,43	1,7	0	70,2
EPARGNE NATIONALE	11,38	18,57	1,6	-38	92,9
SOLDE BUDGETAIRE	-7,43	6,66	0,9	-20,4	12,6
EXPORTATION	449,68	477,97	1,1	10,5	1737,1
IMPORTATION	240,56	214,93	0,9	14,8	816
POPULATION	4,44	4,23	1,0	0,3	14,3
RECETTES BUDGETAIRES	253	265,87	1,1	7,6	935,4
DEPENSES PUBLIQUES	320,95	278,54	0,9	18,9	950,7

A. LES TENDANCES CENTRALES :**Convergence et Intégration sur des bases fragiles et des évolutions contrastées**

Si la croissance a été modeste dans la zone (4.2% en moyenne), elle n'a pas été uniforme (de -6.4% pour la RCA 1992, à 53.1% pour la Guinée Equatoriale 1997). Les coefficients de variations assez élevés observés dans l'échantillon laissent présager une forte dispersion au sein de la zone, malgré les critères de surveillance multilatérale, et le Franc CFA commun.

De manière globale, le solde budgétaire moyen est négatif (-7.4% du PIB) et le solde global moyen est de -87.09 milliards de F CFA. Par contre la balance commerciale est majoritairement excédentaire (194.7 milliards F CFA), signe précurseur d'une embellie de l'activité économique et de gain de compétitivité au cours des prochaines années.

L'investissement dans le secteur pétrolier est prédominant (dans les pays qui l'exportent!), même si l'investissement privé en général est demeuré modeste (19.34% du PIB).

Durant la période, l'épargne nationale a été marginale et disparate, autour d'une moyenne de 11.38% dans l'ensemble.

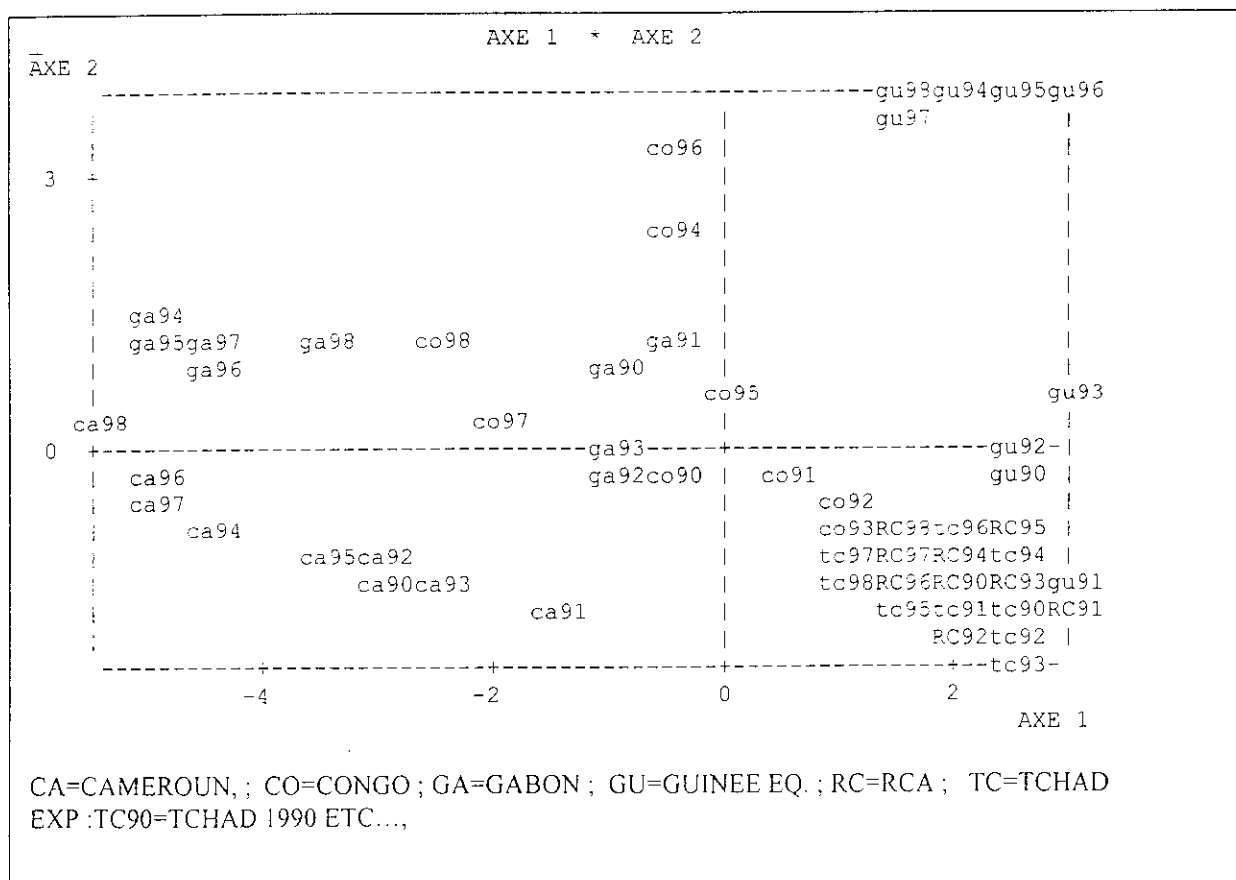
¹⁴ Il s'agit d'une analyse en composantes principale (ACP) normé ; les listings principaux sont fournis en annexe.

Tableau 2 : Unités de mesures et sources des principales variables

AGREGATS	SOURCES	UNITE OU TYPE DE MESURE
Balance commerciale	BEAC	milliards de FCFA
Compte-courant	BEAC	milliards de FCFA
Balance des capitaux	BEAC	milliards de FCFA
Solde global	BEAC	milliards de FCFA
Rééchelonnement	BEAC	milliards de FCFA
Variations arriérés	BEAC	milliards de FCFA
Variations réserves	BEAC	milliards de FCFA
PIB : taux de croiss. réel	BEAC	en pourcentage
Investissement	BEAC	En pourcentage du PIB nominal
Epargne nationale	BEAC	En pourcentage du PIB nominal
Solde budgétaire, base engagements et hors dons,	BEAC	(en pourcentage du PIB)
PIB	FMI	PIB en millions de dollars E.U. , prix constant 1990
Services de la dette	FMI	millions de dollars EU
Importations	BEAC	Milliards Francs FCA
Exportations	BEAC	Milliards Francs FCA
Recettes Budgétaires	BEAC	Milliards Francs FCA
Dépenses Publiques	BEAC	Milliards Francs FCA

B. UNE CONVERGENCE PAR BLOC

L'analyse en composantes principales révèle trois principales tendances, caractérisant trois blocs qui s'opposent, comme l'atteste le premier plan factoriel(encadré1).



* le premier axe factoriel oppose ainsi le couple (Gabon, Cameroun) à celui du Tchad et de la RCA. L'opposition est relative aux niveaux et à l'évolution des recettes budgétaires, des dépenses publiques, des exportations et des importations.

- le second plan factoriel oppose le Congo et la Guinée Equatoriale au reste des pays de la zone, en raison de l'importance accrue des investissements dans le secteur pétrolier.

Descriptif des trois blocs

bloc 1 : Gabon et Cameroun

Ces pays se caractérisent par une évolution assez homogène :

- Le Gabon a connu une évolution en trois cycles : une croissance très soutenue de 1990 à 1991, une récession en 1992 (-3.2 %), ensuite une reprise en dents de scie.
- Le Cameroun a connu deux cycles : un récessif (1990-1994) et une période de relative croissance (1995-1998) grâce aux revenus d'exportation(pétrole, bois, caoutchouc).

Ce bloc se démarque des autres tout particulièrement du fait du niveau exceptionnellement élevé des *dépenses publiques par rapport à la moyenne de l'échantillon* (641.90 Milliards F CFA en moyenne par an contre 320.95 pour l'ensemble). Les recettes budgétaires sont également élevées (555.820 Milliards en moyenne par an contre 253.00 Milliards par an pour l'ensemble). Le niveau des exportations et du PIB est tout aussi appréciable.

Par contre, la balance des capitaux est largement déficitaire(-139.250 milliards en moyenne par an contre -28 milliards pour la zone).

Ce bloc connaît une stabilité relative, et la croissance économique est essentiellement impulsée par les exportations de pétrole et de produits de base(café, cacao, caoutchouc...). Il est considéré à l'heure actuelle comme la locomotive de la sous-région.

bloc 2 : RCA et Tchad

Ce bloc se caractérise par :

- un faible taux d'investissement(18.5% en moyenne par an contre 27% pour l'ensemble) ;
- une épargne nationale très faible(2.8% du PIB par an contre 11.4% pour l'ensemble de la zone),
- des exportations et partant des recettes budgétaires (66.322 milliards F CFA par an contre 240.565 milliards pour la Zone) faibles par rapport à la moyenne de la zone.

Ces pays auraient affiché certainement des meilleures performances s'ils n'étaient en bute à des conflits internes qui découragent l'investissement et ruinent l'épargne nationale ; deux variables clefs fortement corrélées au taux de croissance réel du PIB sur l'échantillon. Les dernières estimations de ce taux de croissance laissent augurer de meilleures perspectives pour ces pays.

bloc 3 : Congo Brazzaville et Guinée Equatoriale

Ces pays affichent des amplitudes spectaculaires dans leurs cycles de croissance.

Ainsi :

- le Congo est passé d'un taux de croissance de -4.8% en 1994, à 6.3% en 1996, pour retomber à -2.0 en 1997, et 8.1% en 1998 ;
- la Guinée quant à elle est passée d'un taux de croissance de -1.1% en 1992 à 19.2% en 1995 et 53.1% en 1997.

Les périodes susmentionnées pour ces pays correspondent à des investissements massifs dans le secteur pétrolier (61.6% du PIB en moyenne) et privés(71.1%), et d'un afflux des capitaux extérieurs vers ces pays.

La découverte des nouveaux gisements de pétrole et leur exploitation est à l'origine de ces pics de croissance qui devraient être soutenus par des politiques saines de gestion budgétaire.

L'intégration d'ensemble nécessite la mise en œuvre de mesures spécifiques à chaque bloc. Les tares et insuffisances devraient être rapidement corrigées, et les potentialités repérées devraient être exploitées en faveur d'un développement sous-régional auto entretenu.

C : PERSPECTIVES

La matrice de corrélation issue de l'ACP indique une corrélation positive et significative entre le taux de croissance du PIB et l'investissement total(64%), l'investissement dans le secteur pétrolier(67%), l'investissement privé(62%), et plus faiblement le solde budgétaire(36%) et l'épargne nationale(25%). Par contre, il est anti-corrélé aux dépenses publiques (-30%). Ainsi, les pays qui encouragent l'investissement, notamment l'investissement privé, et qui en plus ont des potentialités certaines dans le secteur pétrolier,

et minier en général, verront très probablement leur croissance se consolider, à condition de maintenir les dépenses publiques à un seuil tolérable.

Etant données les perspectives en matière d'exploitation pétrolière dans la sous-région, et l'investissement sous-jacent, nous pouvons postuler un modèle linéaire permettant de déterminer le taux de croissance du PIB en fonction de l'investissement dans le secteur pétrolier, le solde budgétaire et les dépenses publiques (Une étude en cours, sur ce modèle sera publiée dans l'un de nos prochains bulletins de développement).

P A R T I E I I

IMPACT DES ACCORDS DE COOPERATION ET D'INTEGRATION SUR LE DEVELOPPEMENT DES PAYS D'AFRIQUE CENTRALE

A. Introduction

87. Dans l'ensemble, les accords¹⁵ de coopération et d'intégration conclus entre les Etats d'Afrique Centrale bilatéralement ou multilatéralement assignent aux Etats contractants des objectifs à la fois économiques et politiques. L'objectif politique consiste essentiellement en l'établissement d'une union de plus en plus étroite entre les peuples des Etats membres en vue du renforcement de la solidarité et de la sécurité sous-régionale, tandis que l'objectif économique vise le renforcement de l'unité des économies de la sous-région et le développement de celles-ci notamment par l'adaptation et l'harmonisation des politiques d'industrialisation, la répartition équitable des projets communautaires et la coordination des programmes de développement dans les différents secteurs de production.
88. Au plan global, on peut estimer que le processus mis en place par les accords de coopération et d'intégration dans la sous-région d'Afrique Centrale n'a pas produit les effets escomptés 40 ans après les indépendances. Certes, des communautés telles que l'UDEAC/CEMAC de même que la CEPGL avant les crises qui secouent la région des Grands Lacs, pouvaient afficher quelques réalisations significatives, notamment sur le plan institutionnel. Mais les efforts pour réduire les barrières tarifaires et non tarifaires entre les Etats membres ainsi que la libre circulation des biens et des personnes, des services et capitaux, pour ne citer que ces quelques exemples, n'ont pas encore abouti pour des raisons difficiles à expliquer. La tardive réforme fiscal-douanière en cours des pays membres de l'UDEAC/CEMAC traduisent bien la pesanteur de certaines inerties.
89. Des organismes à caractère sectoriel souvent très performants, et ayant pour but de coordonner les politiques de développement des Etats de la sous-région dans les différents secteurs économiques ont été créés. Il s'agit notamment pour les questions financières et monétaires, de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) dans les pays membres de l'Union Douanière et Economique des Etats d'Afrique Centrale (UDEAC) et de la Banque de Développement Economique des pays des Grands Lacs (BDEGL) pour les pays de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL). L'Organisation de la Coordination pour la Lutte contre les Endémies en Afrique Centrale (OCEAC) et l'Institut Régional de Recherches sur les Maladies Tropicales (IRRMT), ont été mis en place pour couvrir les questions du domaine de la santé publique. Dans le secteur de la formation, on retiendra l'Institut sous-régional des Statistiques et d'Economie Appliquée (ISSEA), l'Institut de Sciences et de Technologie de l'Afrique Centrale (ISTA) et l'Ecole Inter-Etats des Douanes. Les questions d'agriculture et de l'élevage ont été confiées à la

¹⁵ Les premiers accords de coopération conclus dès les premiers jours de l'accession à l'indépendance en Afrique Centrale visaient la création d'un espace économique permettant aux parties contractantes de dépasser les limites qu'impose l'exiguïté habituelle des marchés nationaux. Ils ont conduit à la création(a) en 1964 de L'Union Douanière et Economique des Etats de l'Afrique Centrale (UDEAC) qui deviendra bientôt la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC). L'UDEAC/CEMAC compte aujourd'hui six membres : le Cameroun, le Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad. En 1976 le Burundi, l'actuelle République Démocratique du Congo et le Rwanda ont créé la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL). En 1984, était créée conformément au Plan d'Action et à l'Acte Final de Lagos, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), un organisme visant à promouvoir l'intégration au niveau de la sous-région en vue de l'établissement du marché commun africain. En juin 1991 était signé à Abuja (Nigeria) le Traité instituant la Communauté Economique Africaine

Communauté Economique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques (CEBEVHIRA) pour les pays de l'UDEAC. Dans les pays de la CEPGL les mêmes questions sont coiffées par l'Institut des recherches Agro-Zootéchnique (IRAZ). Le secteur de l'énergie a été confié à la Société Internationale d'Electricité des pays des Grands Lacs (SINELAC).

90. Au moment où l'Afrique Centrale apparaît comme « le maillon manquant » dans le processus de l'intégration régionale, il convient de passer en revue les accords de coopération et d'intégration en Afrique Centrale, pour apprécier leur cohérence avec les objectifs de développement de la sous-région d'une part et de dégager d'autre part leurs liens avec les nouvelles évolutions en Afrique et dans le monde.

B. Dispositifs des accords de coopération et d'intégration

91. Le Nouvel ordre économique Mondial consacré par la signature de l'Acte final de Marrakech et la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), est caractérisé par un retour en force du régionalisme, comme instrument et cadre d'expansion des échanges et de développement. Ces mutations permettent d'affirmer que dans les années à venir, les relations économiques internationales seront gérées pour l'essentiel, par et dans le cadre de groupements régionaux régis par des accords bilatéraux, sous- régionaux et régionaux parallèlement aux accords multilatéraux découlant du Cycle de l'Uruguay Round¹⁶.
92. En Afrique Centrale, comme dans les autres parties du Continent africain, les accords de coopération et d'intégration ont pour principal objectif de réduire les inégalités économiques et créer ainsi des espaces sous- régionaux intégrés. Qu'ils soient bilatéraux, sous- régionaux ou multilatéraux, les accords sont généralement conclus pour servir de cadre et d'outil de promotion d'un développement durable et de préparation progressive à la compétition commerciale internationale. Les accords comme celui de l'UDEAC/CEMAC ou le traité de la CEEAC sont ainsi appelés à terme à effacer le problème de l'exiguïté des marchés nationaux et surtout, d'assurer les conditions optimales pour sortir de l'isolement et de créer un plus grand ensemble, capable d'affronter la concurrence commerciale découlant de la mondialisation.

B.1. Les accords sous régionaux

B.1.1. UDEAC/CEMAC.

93. Le Traité instituant l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale signé à Brazzaville le 8 décembre 1964 met l'accent sur la nécessité pour les Etats signataires de conjuguer leurs efforts pour satisfaire leurs besoins respectifs et consolider les liens économiques entre les Etats, tissés pendant la colonisation afin de constituer un espace économique plus propice à une politique dynamique de

¹⁶ Voir CEA : L'intégration économique en Afrique et le système commercial multilatéral. Série de document d'information no 1 novembre 1997p1.

développement sous-régional¹⁷. Les principaux objectifs assignés à l'Union sont notamment:

- ♦ L'établissement d'une union de plus en plus étroite entre les peuples des Etats membres en vue de renforcer leur solidarité sous-régionale;
- ♦ L'établissement graduel et progressif d'un marché commun de l'Afrique Centrale devant déboucher à terme au marché commun africain¹⁸;
- ♦ L'élimination des entraves au commerce inter-Etat, afin de contribuer à l'extension des marchés nationaux et à l'amélioration du niveau de vie de leurs peuples;
- ♦ Le renforcement et le développement harmonieux de leurs économies par l'adoption de dispositions tenant compte des intérêts de tous et de chacun, et
- ♦ L'harmonisation et la coordination des programmes de développement des différents secteurs de production.

B.1.2. La CEPGL

94. Pendant la période de la colonisation, les trois pays membres de la CEPGL qui ont été administrés par la Belgique constituaient déjà une union douanière et monétaire. Avec les indépendances, respectives, chaque pays crée sa propre monnaie et définit sa propre politique générale. En 1975 les trois Etats créent entre eux, le Comité Permanent de Coordination de la coopération: La Tripartite. A cette époque 8 accords et conventions ont été signés dans les domaines économique, judiciaire, sanitaire, sécuritaire, touristique, culturel et technique. En 1976, la création de la CEPGL cristallise cette volonté des trois pays à coopérer en se fixant pour objectif de :

- ♦ Assurer la sécurité des Etats et de leurs populations;
- ♦ Concevoir, définir et favoriser la création et le développement d'activités d'intérêt commun;
- ♦ Promouvoir et intensifier les échanges commerciaux et la circulation des personnes et des biens;
- ♦ Coopérer de façon étroite dans les domaines social, économique, commercial, scientifique, culturel, politique, militaire, financier, technique et touristique et plus spécialement en matière judiciaire, douanière, sanitaire, énergétique, de transport et de télécommunications.

B.1.3. La CEEAC

95. Le but de la CEEAC tel que stipulé dans l'article 4 du Traité portant sa création est de promouvoir et de renforcer une coopération harmonieuse et un développement équilibré et auto-entretenu dans tous les domaines de l'activité économique et sociale, en vue de réaliser l'autonomie collective, d'élever le niveau de vie des populations, d'accroître et de maintenir la stabilité économique, de renforcer les étroites relations pacifiques entre ses Etats membres et de contribuer au progrès et au développement du continent africain. Les étapes pour la réalisation de cet engagement sont:

¹⁷ Voir Centre Multinational Opérationnel de Programmation et d'Exécution des Projets des Nations Unies (MULPOC) : Note de synthèse sur l'UDEAC et le cadre de coopération monétaire des pays de la BEAC octobre 1980.

¹⁸ Voir Traité instituant la communauté Economique Africaine. Abuja (Nigeria) juin 1991.

- ◆ L'élimination entre les Etats membres, des droits de douane et toutes autres taxes d'effet équivalent à l'importation et à l'exportation des marchandises;
 - ◆ L'abolition entre les Etats membres, des restrictions quantitatives et autres entraves au commerce
 - ◆ L'établissement et le maintien d'un tarif douanier extérieur commun;
 - ◆ L'établissement d'une politique commerciale à l'égard des Etats tiers;
 - ◆ La suppression progressive, entre les Etats membres des obstacles à la libre circulation des personnes, des biens, des services, capitaux et au droit d'établissement;
 - ◆ L'harmonisation des politiques nationales en vue de la promotion des activités communautaires, notamment dans les domaines de l'industrie, des transports et communications, de l'énergie, de l'agriculture, des ressources naturelles, du commerce, de la monnaie et des finances, des ressources humaines, du tourisme, de l'enseignement et de la culture, de la science et de la technologie.
1. On note que, bien que les traités portant création desdites communautés aient été établis à des périodes différentes, les objectifs de l'UDEAC/CEMAC, de la CEPGL et de la CEEAC sont tous bâtis autour d'un même principe directeur, celui de la convergence des politiques et de l'harmonisation des programmes de développement qui lui-même s'appuie sur le principe du développement endogène et autocentré contenu dans le Plan d'Action et l'Acte Final de Lagos¹⁹.
 2. On note également des similitudes au niveau des domaines prioritaires d'intervention, faisant l'objet de coopération entre les Etats membres. Ainsi les trois groupements, ont des activités dans les secteurs de l'agriculture et industrie, des transports et communications, des ressources naturelles et de l'énergie, du commerce et des douanes. Elles s'intéressent aussi aux questions monétaires et financières.

B. 2. Les accords multilatéraux : La convention de Lomé et les accords de l'Uruguay Round (UR).

B.2.1. La convention de Lomé

3. La convention de Lomé qui est aujourd'hui à sa quatrième édition constitue un exemple unique de coopération où un groupe de pays développés, L'Union Européenne, accorde à un autre groupe de pays en développement, les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), une aide financière au développement et un accès privilégié à son marché²⁰.

i) Objectifs de la convention de Lomé

4. Tout en se situant dans le prolongement des expériences réalisées dans le cadre des négociations antérieures (Yaoundé I et II), les conventions successives de Lomé cherchent à institutionnaliser le mécanisme de stabilisation des recettes

¹⁹ Ainsi, toutes les trois communautés économiques de la sous-région visent l'établissement d'une union économique en passant par une union douanière, la mobilisation des facteurs de production et l'harmonisation des politiques des Etats membres dans la quasi-totalité des secteurs économiques

²⁰ Voir Anne Marie MOURADIAN : Menaces sur la convention de Lomé in Le Monde Diplomatique juin 1998 P 7.

d'exportation avec une insistance particulière sur les pays les moins avancés. Les objectifs de la convention de Lomé visent dès lors²¹ à :

- ♦ Instaurer un nouveau modèle de relations entre les pays africains et les pays européens signataires de la convention, compatible avec les aspirations de la communauté internationale vers un ordre économique plus juste et plus équilibré ;
- ♦ Promouvoir compte tenu de leurs niveaux de développement respectifs, la coopération commerciale entre les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et la Communauté Européenne et à lui garantir un fondement sûr conformément à leurs obligations internationales ;
- ♦ Sauvegarder les intérêts des Etats ACP dont les économie dépendent dans une mesure considérable de l'exportation de produits de base ;
- ♦ Promouvoir le développement industriel des Etats ACP par des actions de coopération élargie entre ces Etats et les Etats de la CE.

Encadré 2 : Aux origines de la convention de Lomé

La Convention de Lomé est un cadre d'interaction privilégié qui regroupe une soixantaine de pays d'Afrique, de Caraïbes et du pacifique d'une part et les pays de l'Union Européenne d'autre part. Jusqu'en 1969 l'aide européenne se concentre essentiellement sur l'Afrique. Dans les années soixante-dix, la politique de la coopération européenne se recentre pour prendre en compte le vœu de plusieurs Etats membres qui souhaitent développer une politique mondiale de coopération. Après la crise pétrolière de 1973, le souci des européens de se prémunir contre une éventuelle pénurie des matières premières en préservant leurs sources de débouchés «naturelles», motive la recherche d'un premier accord de coopération entre la Communauté et certains pays du sud. C'est donc dans ce contexte qu'est signée en 1975, la première Convention de Lomé ouverte à 46 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

Parallèlement à cette convention, l'Europe s'engage dans une politique de coopération avec d'autres régions. Dès 1975, les premiers accords avec les pays tiers de la zone méditerranéenne sont conclus. Une politique d'aide aux Etats d'Amérique Latine et d'Asie se met en place pendant les années 1980 et 1990. Eu égard aux espoirs et attentes que suscite ce modèle unique de coopération internationale que constitue la Convention de Lomé, 57 pays ACP s'empressent en 1980 pour signer la deuxième Convention de Lomé. Dans le cadre de Lomé III en 1985, ils seront 65 pays à y adhérer. En 1989, 4 Etats ACP s'ajoutent à cette liste pour signer la quatrième Convention de Lomé. Après l'indépendance de l'Erythrée en 1993, le nombre de pays impliqués dans la Convention de Lomé IV – qui est maintenue jusqu'en février 2000 – s'élève à 70.

²¹ Voir Victor SHINGIRO : Les échanges extérieurs africains dans leurs rapports avec l'intégration européenne. Le cas des Etats associés. Thèse de doctorat Université de Lausanne 1977. PP 292-293.

Histoire schématisée de la coopération ACP-UE

ANNEE	EVENEMENT	NOMBRE DE PAYS	
		ACP	EUROPE
1957	Traité instituant la CEE. Les articles 131 et 136 du Traité prévoient l'association de pays et territoire avec lesquels les Etats membres de la CEE entretiennent des relations particulières.	Les colonies	6
1963	Convention de Yaoundé I (Etats africains et malgaches associés) EAMA – CEE	18	6
1969	Convention de Yaoundé II EAMA-CEE	18	6
1975	Convention de Lomé I ACP (Afrique Caraïbes et Pacifique) CEE	46	9
1980	Convention de Lomé II ACP-CEE	58	9
1985	Convention de Lomé III ACP-CEE	65	10
1990	Convention de Lomé IV ACP-CEE	68	12
1995	Révision à mi- parcours de Lomé IV Signature du Texte révisé à Maurice	70	15

Source : Divers numéros du Le Courrier ACP

100. Les deux piliers essentiels de la convention de Lomé, qui sont la coopération au développement et le commerce sont cependant en train de subir les ondes de choc de l'UR et de la mondialisation. Le renouvellement de la quatrième convention de Lomé devant intervenir en 2000, les quinze pays de l'UE et les ACP ont entamé dès octobre 1998 des négociations dans la perspective de Lomé V qui risque de sonner la fin des politiques commerciales préférentielles qui formaient jusqu'à présent le socle des accords Euro-ACP²². La future convention ACP-UE poursuit à la fois des objectifs politiques, économiques et commerciaux plus ambitieux et tourne vers la libéralisation du commerce international.

• Objectifs politiques et économiques de la future convention ACP-UE

101. Les contraintes et potentialités des pays ACP face aux transformations économiques mondiales mettent en évidence la nécessité d'améliorer fondamentalement l'environnement économique dans ces pays et de mettre en place un cadre plus favorable au développement du secteur privé. Dans cette optique, la coopération communautaire interviendra dans les domaines à même de restaurer la confiance des opérateurs économiques et de faciliter la création d'emplois. Les objectifs visés porteront sur :

²² La création d'une zone de libre échange dans le cadre des ACP, le renforcement de l'intégration régionale, mais surtout la volonté politique de renforcer la solidarité au sein des ACP pour assurer une force au groupe dans les négociations d'une part et construire des points de convergences sur les grandes questions économiques et financières qui agitent le monde d'autre part nécessite une urgence d'harmoniser leurs positions sur le commerce, les questions financières et monétaires, le cadre institutionnel et organisationnel.

- (i) Un appui à la mise en œuvre de politiques macro-économiques, commerciale et sectorielle prévisibles, créant un environnement favorable à l'investissement privé ;
- (ii) Un appui aux réformes administratives, institutionnelles et législatives améliorant les conditions dans lesquelles peut se développer un secteur privé compétitif ;
- (iii) Un appui aux politiques facilitant l'accès, en particulier pour les groupes les plus vulnérables, aux ressources productives telles que les droits de propriété et d'exploitation de la terre, le capital et le crédit, l'éducation et la formation, les services de transport et de communications.

• Les objectifs commerciaux

102. Selon les autorités de l'UE, l'approfondissement du partenariat économique UE-ACP ne pourra se faire que si l'approche traditionnelle en matière commerciale, caractérisée par une relation centrée sur le régime des préférences unilatérales, fait progressivement place à une approche caractérisée par une relation de partenariat, qui tienne compte des évolutions de la mondialisation. Dans cette nouvelle vision de la future convention ACP-UE, les objectifs consisteront à :

- (i) Inciter et aider les pays ACP à s'intégrer progressivement dans l'économie mondiale ;
- (ii) Créer une nouvelle dynamique d'échanges et renforcer la présence européenne dans les pays ACP, en permettant aux opérateurs de l'UE de tirer parti des avantages comparatifs dont disposent les ACP ;
- (iii) Inviter les pays ACP à coopérer d'avantage avec l'UE dans les négociations économiques et commerciales internationales.

B.2.2. Les accords de l'Uruguay Round

103. L'Uruguay Round, c'est-à-dire le 8ème cycle de négociations commerciales multilatérales du GATT (1986-1993), a abouti à la conclusion de 23 accords multilatéraux annexés à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce. Cet accord, solennellement signé à Marrakech le 15 avril 1994, est entré en vigueur le 1 janvier 1995 et prévoit en principe une ouverture progressive des marchés étalée sur une période déterminée. Cette période est par exemple de 5 ans pour la plupart des réductions tarifaires, répercutées par tranches égales au 1er janvier de chaque année de la période. Elle est de 6 ans pour la réduction des équivalents-tarifs agricoles, ainsi que pour la diminution du volume du soutien interne et des subventions à l'exportation agricoles. Elle compte enfin 10 ans, divisés en 3 phases, pour l'élimination des restrictions à l'importation de textiles et vêtements issues de l'Accord multifibres

104. Dans la mise en œuvre des dispositions des différents dispositifs de l'UR, les pays en voie de développement bénéficient dans la plupart des cas d'une "phase de transition" de 5 ans, voire de 10 ans lorsqu'il s'agit des pays les moins avancés.

105. Pour les pays africains qui ont signé l'UR, à court terme, il peut y avoir des difficultés d'insertion dans le nouvel environnement commercial découlant de

l'application des accords. A long terme, l'Afrique Centrale ne pourrait profiter du nouveau cadre que si elle parvient à prendre des mesures lui assurant la compétitivité et l'élargissement de sa base de production et d'exportation et lui permette la mise en place des réformes économiques²³ exigées par l'UR.

Encadré No. 4:

Les quatre derniers cycles de négociations commerciales multilatérales

Le Dillon Round (1960-1962) : entérine les mécanismes de la politique agricole commune de la Communauté économique européenne, notamment la consolidation de l'entrée libre et sans droits des oléagineux et des aliments du bétail dans cette Communauté.

Le Kennedy Round (1964-1969) : adopte une méthode de négociation globale et non plus produit par produit et obtient une baisse importante des tarifs douaniers. L'accord international sur le blé fixe les obligations des exportateurs en matière d'aide alimentaire. Sous la pression de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), le GATT introduit un chapitre spécial pour les pays en développement qui les exemptent de certaines contraintes.

Le Tokyo Round (1973-1979) : entérine les évolutions des politiques commerciales qui s'éloignent progressivement du code de conduite du GATT. Au cours de ce round, la question des barrières non tarifaires est posée. Si rien n'est résolu au Tokyo Round, toutes les questions de politiques commerciales furent au moins posées pour désormais faire l'objet d'un débat international.

L'Uruguay Round (1986 – 1993) : introduit des dossiers nouveaux aux négociations multilatérales. Il traite des exceptions aux règles du GATT, notamment l'agriculture, les services et les textiles, ainsi que des barrières non tarifaires et de tous les accords bilatéraux conclus en violation de l'accord général. Il ouvre deux nouveaux chapitres liés à l'investissement et au commerce, et les droits de propriété intellectuelle. Il aboutit, enfin, à l'évolution institutionnelle du GATT vers une organisation multilatérale du commerce appelée par la suite l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

C. La réalisation des objectifs contenus dans les accords sous-régionaux de coopération et d'intégration en Afrique Centrale.

106. Même si en l'UDEAC/CEMAC, les efforts de coopération aient produit quelques fruits dans les domaines douaniers et fiscal, l'effort général de coopération des trois CER de la sous-région Afrique Centrale, n'a pas été soutenu par un secteur privé national ni par un environnement approprié devant servir de moteur de l'intégration économique des Etats. Il n'est donc pas étonnant que les résultats escomptés n'aient pas été atteints. Une analyse sectorielle nous amène à constater que l'absence des politiques économiques communes a été préjudiciable à la constitution d'un véritable tissu industriel²⁴; ce qui a freiné l'investissement privé et a entravé la liberté d'établissement des entreprises, tant proclamé dans les discours politiques. Aussi, la politique industrielle commune prévue au départ n'a pas résisté aux tentatives d'industrialisation menées en solitaire par les Etats, comme l'attestent les unités de raffinage, de cimenteries,

²³ Félix HODONOU : L'effet mondialisation. In Revue Continental No 3 Décembre-Janvier 1998 pp40-41

²⁴ Lazare BELA : Compétitivité industrielle dans L'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale. Communication faite lors du séminaire sur le renforcement des capacités d'analyse et de programmation des politiques de sécurité alimentaire, de développement durable et des échanges commerciaux dans les sous-régions d'Afrique Centrale et de l'Ouest, Kribi Cameroun, mars 1998.

sucreries, textiles, avec dans la plupart des cas le même partenaire technique²⁵. La réforme des politiques fiscales et la mise en place des mécanismes de solidarité douanière et de transit pour les pays enclavés de l'UDEAC/CEMAC ne parvient pas à accélérer l'accroissement du mouvement des échanges intra sous-régionaux. En matière de transports et de communications, les politiques formulées sont restées au stade des projets²⁶. Le volet promotion des ressources humaines a été le plus exploré. Cependant l'insuffisance des ressources financières a grandement perturbé le fonctionnement des institutions telles que l'ISTA et l'ISSEA.

C.1. Flux commerciaux et réforme fiscalo-douanière

107. Dans la sous-région, les échanges restent orientés vers les mêmes pôles qu'il y a trente ans. L'Union Européenne demeure le principal client et le premier fournisseur des pays comme le Cameroun, le Congo, le Gabon et la RCA²⁷. Par ailleurs, les produits en provenance des Etats de la sous-région censés circuler librement sont parfois taxés ou alors connaissent des entraves aux frontières²⁸ entre eux. En outre, la fixation du tarif douanier extérieur était faite de telle sorte qu'un produit en provenance d'un des Etats membres coûtait toujours plus cher que le produit équivalent fabriqué sur le marché local.
108. Avant la réforme fiscalo-douanière et sa mise en application en 1994, le dispositif réglementant l'Union douanière qui était régi par le code de douanes UDEAC, créé par l'Acte No 8/65-UDEAC-37²⁹ était donc fort complexe. Les dispositions de la nouvelle fiscalité qui sont simplifiées impliquent, non seulement les instruments tarifaires et fiscaux, mais visent également à (a) simplifié le système fiscalo-douanier en vue de rendre son administration facile et transparente, (b) augmenter le rendement fiscal à travers l'amélioration de la capacité de collecte de recettes et (c) améliorer l'efficacité et la compétitivité des entreprises par la réduction et uniformisation des taux nominaux d'imposition³⁰.

C.2. L'Agriculture

109. Dans le domaine agropastoral, des efforts sont en cours pour donner corps à la coordination des activités de production agricole, d'élevage et des ressources halieutiques. A cet effet, il a été mis en place des cellules de réflexion nationales, pour préparer les propositions de projets de la sécurité alimentaire commune à mettre en place. Une Conférence des Ministres Chargés de l'Agriculture, des Eaux et Forêts et Chasse en UDEAC a été instituée en 1990.

²⁵ C'est le cas de Elf pour les raffineries de pétrole, de Lafarges pour les cimenteries, de la Compagnie Française des Fibres Textiles pour les textiles, de SOMDIA pour les sucreries qui ont installé des unités de productions quelques fois concurrentes dans les pays appartenant à un même groupement sous-régional.

²⁶ C'est le cas du projet de l'école d'ingénieurs, du projet de Centre de Maintenance, des projets de route Inter-Etats, etc.

²⁷ Voir données statistiques de l'Union Européenne citées dans la revue échanges No 7 avril 1998 pp14-15.

²⁸ Il se rapporte que la SIAB (entreprise gabonaise) a vu ses containers de poulets de Boumango (Gabon) pourrir au port de Douala, bloqués par «une administration tatillonne», en dépit de l'intervention du ministre gabonais des Finances (L'Union du lundi 06 avril 1992).

²⁹ Ce recueil qui a été conçu à partir du Code des douanes de l'Organisation Africaine et Malgache de Coopération Economique(OAMCE), devenue plus tard l'Organisation Commune Africaine et Malgache(OCAM),

³⁰ Voir Ernest Bamou in ouvrage collectif : La mondialisation de l'économie camerounaise, Chap. 16, Yaoundé, Septembre 1998, PP. 463-468

110. En outre, il a été créé au sein de la BDEAC un Fonds Spécial pour le Développement Rural (FSDR). Le même souci a présidé à l'institution de la Communauté Economique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques (CEBEVIRHA), installée à N'Djamena.

C.3. Développement des transports et communications inter-Etats

111. Malgré la signature d'une convention régissant les transports routiers et par l'adoption de la décision d'harmonisation des législations des Etats membres en matière de transport, les difficultés posées par l'insuffisance des liaisons des transports et de communications entre les pays de l'UDEAC/CEMAC subsistent. Les mesures visant à une amélioration des voies de communications n'ont donné lieu qu'à des progrès très lents. Etant donné le coût relativement élevé de liaisons internationales on peut aisément comprendre que les réseaux inter- Etats ne peuvent se développer rapidement que sous l'impulsion de politiques sous-régionales communes.
112. A noter enfin que les mesures de libéralisation des échanges sont handicapées par le coût des transports entre les divers centres d'offre et de demande de la région par rapport à celui du transport entre ces marchés et les fournisseurs traditionnels étrangers à la sous -région. Les pays africains se trouvent donc dans une position désavantageuse au point de vue du transport lorsqu'ils s'efforcent de remplacer les produits importés de l'étranger par des marchandises produites sur place, même lorsque celles-ci sont fabriquées dans le cadre de politiques délibérées de développement commun.
113. Il avait été constaté que les procédures douanières en vigueur dans les Etats de l'Union ne donnaient pas entièrement satisfaction aux administrations des douanes, compte tenu des risques de fraudes et des allongements des délais dus à la bureaucratie. Bien plus, les documents de transport utilisés en guise de « lettre de voiture » ne constituait pas un cadre juridique commun à l'exploitation des transports en transit.
114. C'est pourquoi, afin de remédier à cette situation, les Etats de la sous-région, ont adopté à Libreville les 21 et 22 novembre 1991, un Protocole d'Entente du Transport en Transit, encore appelé « Transport Inter-Etat des Pays d'Afrique Centrale » (TIPAC), dont l'objectif est de faciliter les formalités de passage aux frontières des Etats en supprimant au tant que faire se peut les risques de fraudes et les longs délais de transit dûs à la bureaucratie. Le TIPAC voudrait aussi harmoniser les documents de transport et créer un cadre juridique commun pour le transport de transit. Pour ce faire le protocole prévoit entre autres que :
- ♦ Le document de transport soit harmonisé pour les six pays;
 - ♦ La caution en douane ait les mêmes effets juridiques dans tous les Etats concernés et,
 - ♦ Les règles techniques d'agrément des véhicules soient identiques.

115. Il s'agit en fait de prendre toutes les mesures de nature à faciliter l'exécution des opérations de transit entre les différents Etats de l'Union, en particulier en renonçant à soumettre ces opérations à des dispositions spéciales, en modérant l'exercice des contrôles en cours de route, en limitant leur nombre et en établissant une définition précise et acceptable des garanties exigées.
116. L'efficacité du protocole TIPAC suppose l'existence des voies de communication en bon état et munies d'équipements adéquats, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui. De plus, les axes de communication doivent être soigneusement sélectionnés pour permettre l'utilisation optimale des différents modes de transports disponibles.

C.4. La Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)

117. La CEMAC a des objectifs identiques à ceux de l'UDEAC. En l'occurrence, approfondir la coopération monétaire et la dépasser pour constituer un espace économique unifié qui tienne compte des acquis antérieurs et des orientations arrêtées au Sommet d'Abuja en juillet 1991. Le Traité instituant la CEMAC a été signé à N'djamena le 16 mars 1994. Cependant, l'entrée en vigueur de la CEMAC passe par la ratification préalable par les parlements nationaux, des textes régissant cette communauté.
118. La mise en œuvre de la CEMAC comporte trois phases. Au cours de la première phase qui durera cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur du Traité, il va s'agir de renforcer la monnaie unique, de mettre en cohérence les politiques macro-économiques et d'instaurer un cadre juridique propice à l'investissement. La deuxième étape - d'une durée de cinq ans également à compter de la fin de la première - mettra l'accent essentiellement sur l'établissement de la libre circulation des personnes, des capitaux et des biens et services. La troisième et dernière phase devrait être celle de l'instauration d'un véritable marché commun par le parachèvement d'une réelle union douanière, l'affirmation de la liberté totale de circulation des facteurs de production.
119. Ce nouveau schéma de l'intégration dans la sous-région s'articule autour de deux piliers : L'Union Economique d'Afrique Centrale (UEAC)³¹ et L'Union Monétaire d'Afrique Centrale (UMAC).

i) L'Union Economique de l'Afrique Centrale

Les objectifs de l'Union Economique de l'Afrique Centrale visent :

- ♦ Le renforcement de la compétitivité des activités économiques et financières par l'harmonisation des règles régissant leur fonctionnement ;
- ♦ La recherche de la convergence des performances et politiques économiques ;
- ♦ La création d'un marché unique à travers l'organisation de la libre circulation des personnes, des biens et services et des capitaux et,
- ♦ L'institution d'une coordination des politiques sectorielles nationales.

³¹ Les conventions devant régir ces deux institutions ne sont pas encore ratifiées par l'ensemble des Etats de l'Union.

S'agissant principalement de la coordination des politiques économiques des Etats membres, la procédure de surveillance multilatérale s'appuie sur les quatre critères de convergence suivants qui interdisent tout déficit budgétaire excessif :

- ♦ Un taux de couverture extérieure au moins égal à 20 % ;
- ♦ Un solde primaire budgétaire positif ;
Une variation négative ou nulle du stock des arriérés intérieurs et extérieurs ;
- ♦ Une variation en pourcentage de la masse salariale de la fonction publique égale ou inférieure à la variation en pourcentage des recettes budgétaires

C.5. L'Union Monétaire.

120. Les objectifs de l'UMAC s'articulent autour de la consolidation des liens de coopération monétaire qui existent déjà entre les Etats membres de l'Union³². Cette coopération est bâtie sur les principes fondamentaux suivants :

- ♦ La reconnaissance d'une unité monétaire commune, le FCFA, ayant cours légal et pouvoir libératoire dans l'ensemble des six Etats;
- ♦ La conduite par la BEAC³³ d'une politique monétaire et de change unique, ayant pour objet la stabilité des prix;
- ♦ Le soutien sans préjudice des impératifs liés à la défense de la monnaie, des politiques économiques générales élaborées par la Communauté.

D. Impact des accords sous- régionaux et multilatéraux sur le développement de la sous-région.

D.1. L'inefficacité des accords sous- régionaux : Le cas du tarif extérieur Commun

121. Après plus de trois décennies, force est de constater que les progrès de l'intégration dans la sous-région Afrique Centrale ont été lents, tant au niveau de l'union douanière que de l'union économique. De ce fait l'objectif de la réalisation d'un marché commun sous-régional est loin d'être atteint.

122. La construction du marché commun supposait que soit réalisée une véritable union douanière caractérisée par un tarif extérieur commun. Or, les échanges intra-UDEAC ne se sont pas développés selon le schéma prévu. Bien plus, ils ont fléchi. La taxe unique conçue originellement pour stimuler les échanges intra-régionaux et renforcer la stratégie de l'import-substitution, n'a pas favorisé le développement des productions industrielles sur une base complémentaire. Elle a même été discriminatoire du fait qu'elle s'appliquait aux entreprises existantes agréées³⁴. En outre, le taux de la taxe unique pouvait varier d'un pays membre de l'Union à l'autre pour un même produit. Le fait qu'elle permettait d'exempter les matières premières importées des droits d'entrée, elle renforçait en même temps

³³ La BEAC, dispose du pouvoir exclusif de l'émission monétaire sur le territoire des Etats membres. La COBAC régie par la Convention du 16 octobre 1990, est chargée quant à elle, de veiller au respect, par les établissements de crédit, des dispositions législatives et réglementaires édictées par les autorités nationales, l'Institut d'Emission ou la COBAC elle-même, et de sanctionner les manquements observés.

³⁴ Au début des années 1990, sur quelque 240 entreprises qui bénéficiaient de ce régime, près de 130 étaient des entreprises camerounaises et représentaient la quasi-totalité des activités du secteur industriel de ce pays.

son caractère discriminatoire tout en décourageant la valorisation des matières premières locales. Enfin, si le régime de la taxe unique n'a pas pu impulser une économie d'exportations, il n'en reste pas moins qu'il a octroyé des exonérations fiscales et douanières et diverses protections à des entreprises qui n'ont pas pu les exploiter à des fins intégrationnistes.

D.2. Les raisons de l'échec de l'application des accords de coopération

123. Le survol de l'histoire des accords de coopération et d'intégration en Afrique Centrale montre que leur mise sur pied n'a pas toujours été précédée par l'adoption d'un cadre conceptuel, accepté et planifié pour l'intégration économique³⁵. C'est pourquoi, la constitution d'un regroupement sous-régional dynamique et orienté vers la solution des problèmes économiques communs de la région démarre difficilement. De plus, les tentatives de création des relations horizontales entre les Etats UDEAC/CEMAC sont vaines puisqu'on assiste à la perpétuation des liens verticaux qui unissaient naguère les pays à la France.

D.2.1. Les facteurs politico- historiques

124. Une des raisons de la lenteur de l'intégration économique en Afrique Centrale est l'inadéquation entre la volonté de renforcer l'indépendance politique des pays concernés et la nécessité de l'établissement d'une coopération économique étroite. S'il est vrai que les considérations stratégiques et de sécurité³⁶ exigeaient en 1960, des Etats nouvellement indépendants qu'ils se préoccupent davantage de la construction de la nation et de l'instauration de l'unité nationale³⁷, l'on s'interroge sur la timidité de l'intégration une fois que ces objectifs intérieurs ont été atteints.
125. Sur un tout autre plan, il convient de noter que même après les indépendances, l'ancienne puissance colonisatrice a renforcé son emprise économique sur les Etats de la sous-région, cantonnant ceux-ci dans une logique d'assistanat au point que les Etats sont davantage tournés vers l'ancienne puissance tutrice que vers leurs voisins immédiats. De plus, les Etats sont demeurés producteurs de matières premières et ont maintenu les structures de traite, ravitaillant la métropole alors que celle-ci approvisionne les économies de la sous-région en produits manufacturés³⁸.

³⁵ C'est le cas du Gabon qui recherchait dans L'Union des possibilités d'allègement des obligations financières qui lui étaient assignées au sein de l'AEF. Le Tchad et le Centrafrique, du fait de leur enclavement, espéraient une forme de coopération qui leur offrirait un débouché maritime. En outre, ceux-ci s'élevaient contre l'admission en franchise des produits manufacturés camerounais, ce qui n'allait pas sans préjudices à leurs efforts d'industrialisation. Enfin, le Congo était réticent au sujet de l'entrée du Cameroun car, il redoutait sa supériorité industrielle.

³⁶ Voir l'article de Philippe LEYMARIE : Séismes en Afrique Centrale in le Monde Diplomatique numéro bimestriel janvier –février 1998 pp42-45.

³⁷ On peut remarquer que la majorité des pays de la sous-région est dans une situation d'instabilité politique permanente. Cette situation a renforcé un sentiment de micro-nationalisme, entravant le processus de l'intégration en Afrique Centrale.

³⁸ Voir pour plus de détail Bernard BRET : Le tiers monde. Croissance.Développement .Inégalités. Paris, Edition ellipses 1995 PP142-150.

D.2.2. Les effets néfastes des conflits

126. Un autre facteur explicatif de l'échec des accords est la multiplicité des conflits³⁹. En effet, l'intégration est un processus qui suppose, au sein des Etats engagés, la réalisation de certaines conditions économiques, politiques et sociales. C'est ainsi que pour respecter les critères de convergence qu'implique toute participation à un accord de coopération, il faut que le climat des affaires soit sain et que les activités économiques se déroulent sans heurts majeurs. Un pays dans lequel sévit une guerre civile, ou en conflit avec un pays voisin concentre ses efforts économiques et politiques ailleurs, au détriment du processus d'intégration.⁴⁰

D.2.3. Les facteurs institutionnels.

127. La réglementation douanière et fiscale en UDEAC repose sur des textes, parfois contradictoires ou regorgeant des finalités qui s'avèrent contraires aux objectifs fondamentaux de l'Union⁴¹. La complexité du système et la multiplicité des taxes, des taux et des cas d'exonération ont fait que les services des douanes et des impôts, faute de moyens et des capacités, étaient dans l'impossibilité de maîtriser l'application de la législation fiscale en vigueur. La libre circulation des biens et des personnes et la refonte des codes des investissements nationaux dans un code unique n'ont pas été effectives. Un code commun a néanmoins été adopté par l'UDEAC, mais non appliqué intégralement par les Etats membres.
128. Par ailleurs, même avec l'avènement de la réforme fiscale et douanière en UDEAC, des doutes persistent sur le bien-fondé des objectifs poursuivis. Ainsi, le regroupement des droits et taxes du tarif d'entrée, la suppression progressive des régimes d'exonération figurant dans la législation douanière et le reclassement en trois catégories (taxées respectivement à 5 %, 15 % et 70 %, ce dernier devant être ramené à 35 % au bout de cinq ans), de la totalité des chapitres du tarif des douanes, devraient se traduire par une diminution de la fraude douanière et un accroissement de la compétitivité des entreprises manufacturières de l'Union. Or, du fait de la différenciation du niveau d'industrialisation et des dotations factorielles entre les Etats de la sous-région, il n'est pas prouvé qu'un allègement des tarifs douaniers applicables aux produits originaires des pays tiers a forcément une incidence positive sur la compétitivité des industries concernées.

³⁹ Voir Philippe LEYMARIE In Le Monde Diplomatique op.cit.

⁴⁰ La corrélation entre les conflits et la faible performance des accords de coopération est double : Une guerre civile qui perdure conduit à limiter le mouvement des personnes, des biens et services et des capitaux intra-régionaux. De plus, les tensions civiles à l'intérieur d'un Etat peuvent, si elles se prolongent, déboucher sur une intervention étrangère directe dans le conflit. A l'inverse, une indifférence manifeste à l'égard du processus des accords de coopération et d'intégration régionale peut finir par desserrer les liens historiques entre Etats de la sous-région et provoquer, à la moindre étincelle un conflit armé (cas de la RDC et du Rwanda).

⁴¹ A titre d'exemple, le dispositif fiscal-douanier avant la réforme avait pour principales composantes le tarif extérieur commun (TEC), la taxe unique et les fiscalités intérieures harmonisées. Mais, il est à noter que les effets attendus de la TEC étaient systématiquement annihilés par la taxe complémentaire dont la fixation du taux était laissée à la discrétion des Etats. De même, la taxe unique n'offrait pas de stimulant réel à l'exportation, mais servait de refuge fiscal aux entreprises bénéficiaires ; elle a conduit à une généralisation des exonérations puisqu'il a été calculé qu'en moyenne 71% des importations dans l'UDEAC bénéficiaient des exonérations, dont 40 % au titre des régimes spéciaux (Marchés Tropicaux, 6 mars 1992, p.593)

Cet aspect est d'autant plus important qu'il a trait à la question de la répartition équitable des gains et des pertes de l'intégration entre les Etats⁴².

D.2.4. Les infrastructures économiques.

129. Les transports et les communications sont des supports fondamentaux aux mouvements des biens, des services et des personnes. Au départ l'accent était mis sur la complémentarité, puis sur la spécialisation afin de concrétiser le concept communautaire. La coopération économique souhaitée dans le domaine des transports et communications devait être bâtie sur l'harmonisation des politiques de développement des Etats membres y relatives.

D.2.4.1. Des transports

130. Le secteur de transports se caractérise par la faiblesse et la timidité de coopération entre les Etats de la sous-région. L'accroissement et l'amélioration du réseau routier n'ont pas été pris en compte et la coopération initiale n'a pas été étendue au transport maritime et aérien. Sans doute, est-ce la raison pour laquelle dès le début des années 1970, les pays ont créé des compagnies nationales aérienne et maritime alors que des compagnies sous-régionales pour le transport aérien et maritime communes auraient été bénéfiques pour le processus d'intégration, eu égard à la faible densité du trafic.

D.2.4.2. Des télécommunications

131. Le secteur des télécommunications est encore très embryonnaire. Même le Plan d'acheminements Postaux ainsi que l'amélioration des Centres de transit postaux en UDEAC sont encore en veilleuse. Le constat est identique dans le domaine de la libre circulation des personnes et leur libre établissement adopté en 1972 mais dont le principe n'est pas respecté par les Etats membres.

D.2.4.3. De la faiblesse des échanges intra-régionaux

132. Le processus d'intégration ne peut être viable que s'il repose, entre autres, sur des échanges intra-communautaires importants prenant en compte les dotations factorielles des Etats selon le principe de l'avantage comparatif. Or le niveau des échanges est très faible et les avantages comparatifs ne sont pas judicieusement exploités. D'après les analyses de l'avantage comparatif qui ont été faites dans le cadre de l'UDEAC, chaque pays membre détient un avantage relatif sur un nombre varié de catégorie de produits. C'est ainsi que le Cameroun et le Congo présentent la diversité la plus large avec un avantage comparatif⁴³ dans 13 et 12 catégories de biens respectivement. Il s'agit notamment des produits industriels alimentaires ou des produits des industries chimiques (voir tableau 1). Ces éléments qui étaient de nature à favoriser les échanges commerciaux entre les pays d'Afrique Centrale n'ont pas donné une impulsion aux échanges intra sous-régionaux.

⁴² voir Peter ROBSON: Intégration, développement et équité. Ed. Economica Paris 1987 PP19-47.

⁴³ Voir l'analyse et les conclusions développées par D. GBETKOU, in : « La dynamique de l'intégration économique régionale par le marché : Examen du cas de l'UDEAC ». Thèse de doctorat 3^{ème} cycle, Université de Yaoundé II 1995.

Tableau 1: Avantages comparatifs des pays de la CEMAC.

Catégories de produits	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon
1- Animaux vivants et produits du règne animal	Xx	(-)	(-)	xx
2- Produits du règne végétal	(-)	(-)	xx	xx
3- Graisses, huiles animales et végétales	Xx	(-)	xx	(-)
4-Produits industriels alimentaires	Xx	(-)	xx	xx
5-Produits minéraux	(-)	xx	(-)	xx
6-Produits des industries chimiques	Xx	(-)	(-)	xx
7-Matières plastiques et caoutchouc	Xx	(-)	(-)	(-)
8-Ouvrages en peaux, cuirs et autres	Xx	xx	xx	(-)
9-Bois, lièges et leurs ouvrages	Xx	(-)	(-)	(-)
10- Pâte de bois, papier et application	(-)	(-)	xx	(-)
11-Matières textiles et ses ouvrages	Xx	xx	(-)	(-)
12-Chaussures, coiffures, parapluies, plumes	Xx	xx	(-)	(-)
13-Ouvrage en pierres, verres et ciment	(-)	(-)	xx	(-)
14-Métaux communs et leurs ouvrages	(-)	(-)	xx	xx
15-Machines, appareils mécaniques et électriques	Xx	(-)	(-)	(-)
16-Matériel de transport	Xx	(-)	xx	xx
17-Appareil d'optique, photo, son	(-)	(-)	xx	(-)
18-Armes et munitions	Xx	(-)	xx	(-)
19-Marchandises et produits divers	-	(-)	xx	(-)
20-Objet d'art et collection	Xx	(-)	(-)	(-)

NB : (xx) Existence d'un avantage comparatif,(-) Absence d'avantage comparatif

Source : D.GBETNKOM La dynamique de l'intégration économique régionale par le marché : L'examen du cas de l'UDEAC. Thèse de doctorat de 3 ième cycle Université de Yaoundé II, 1995

D.3. Les accords multilatéraux

D.3.1. Le bilan des conventions de Lomé, en matière commerciale

133. En matière commerciale, il est difficile de mesurer les effets de la Convention de Lomé sur les économies africaines. Il se dégage cependant de l'examen du bilan commercial ACP-UE, que les pays ACP en général et africains en particulier sont les partenaires commerciaux les moins importants de la Communauté. Ce qui conduit à douter de son efficacité comme instrument de développement⁴⁴.

⁴⁴ Voir Dr Wonyu Emmanuel : Les relations UE-ACP ont-elles encore un sens dans un contexte de mondialisation ? Article publié in Revue Croissance no 22 de novembre 1998 .

134. Les préférences commerciales ne semblent pas avoir permis de changer la structure des exportations ACP. En 1996, 35 % des exportations des pays ACP vers l'UE étaient encore des produits agricoles et 22 % des produits pétroliers alors que 85 % des exportations européennes vers ces mêmes ACP étaient des biens d'équipements et de consommation. Parallèlement, les préférences n'ont pas été un instrument efficace de diversification et leur impact a été très inégal. Ainsi, toujours en 1996, les neuf premiers produits exportés par les ACP représentaient 57 % de leurs exportations totales (pétrole 22 %, diamants 10 %, café 6 %, cacao 5 %, sucre 4 %, bois 4 %, tabac 2 %, coton 2 % et banane 2 %). Hormis l'Afrique du Sud, neuf pays africains seulement représentaient près de 60 % des exportations totales des pays ACP (Nigeria 19 %, Côte d'Ivoire 9 %, Cameroun 7 %, Maurice 5 %, Gabon 4 %, Ghana 4 %, Zimbabwe 4 %, Kenya 4 % et RD Congo 3 %). En outre, 88 % des exportations des pays ACP vers l'UE provenaient d'Afrique sub-saharienne (CEDEAO 41 %, UDEAC 16 % et COMESA 31 %, contre 10 % des caraïbes et 2 % du Pacifique)⁴⁵.
135. Les préférences accordées aux pays ACP n'ont pas été exploitées d'une façon satisfaisante⁴⁶ et ne semblent même pas avoir influencé d'une manière significative les courants d'échange. Ainsi, bien que la quasi-totalité de leurs exportations - hors protocoles - réalisées en 1996 bénéficiaient, au titre de la Convention de Lomé d'une exemption de droits de douane importante- Ces exportations restaient concentrées sur des produits soumis à faible taux de protection à l'importation dans la Communauté : 54 % de ces produits entrent également librement sur le marché communautaire sur la base de la clause de la nation la plus favorisée (NPF) et 16 % auraient bénéficié sur cette même base d'un droit inférieur à 5 %, alors que seulement 8 % auraient été soumis à un droit de 5 à 10% et 15 % à un droit supérieur à 10%.

Tableau 2 :

Part de l'Afrique dans le commerce des pays européens 1961-1990. (en milliards de dollars et en %)

	1961-1965		1970-1980		1985-1990	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Importations						
Total tous les pays	61	100,0	363	100,0	1 011	100,0
Total Afrique	5	9,0	25	6,9	46	4,6
Dont Afrique au Sud Sahara	2	4,7	11	3,2	18	1,8
Exportations tous les pays						
Total tous les pays	55	100,0	339	100,0	991	100,0
Total Afrique	4	8,5	23	7,0	39	3,9
Dont Afrique au Sud Sahara	2	4,0	10 216	3,0	15	1,5

Source : Ibidem, S TACHI op. Cit.

136. A la lecture du tableau 3 ci-dessus, on se rend compte qu'au cours des périodes correspondant à Lomé I, II, III et IV, l'Afrique au Sud du Sahara a perdu des parts de marché dans les pays de l'Union Européenne alors que certaines dispositions prévoient un accès préférentiel des produits ACP sur les marchés européens. S'agissant de la compétitivité de l'économie africaine, celle-ci s'est érodée au fil

⁴⁵ Les chiffres sont tirés de la revue Courrier no 162.

⁴⁶ Banque Mondiale : Rapport sur le développement dans le monde 1986 p 159.

des ans, en dépit des dispositions de Lomé. La perte la plus importante a été ressentie dans le secteur manufacturier des textiles où la compétitivité de ces produits a baissé de près de la moitié (Tableau 3).

Tableau 3 :

Pourcentage des exportations manufacturières de l'Afrique dans les exportations manufacturières mondiales et par groupe de produit (1970-1987)

	1970	1980	1985	1987
Textiles	4,1	2,1	2,05	2,35
Produits chimiques	0,60	0,56	0,75	0,73
Machines et matériel				
De transport	0,07	0,06	0,06	0,06
Autres	0,82	0,62	0,58	0,74

Source : J.M. Fontaine : Mécanismes et politiques de développement économique : Du « big push » à l'ajustement structurel. Ed.Cujas, Paris 1994

137. En ce qui concerne l'ensemble Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), les importations de l'Union en provenance de la CEMAC ont fléchi de plus de 12 % en valeur relative entre 1990 et 1995, passant de 3,2 milliards d'ECU au début de la décennie à 2,9 milliards d'ECU cinq ans après. Cette tendance à la baisse des importations est constante entre 1990 et 1993; mais, à partir de 1994, on observe une hausse de l'ordre de 25 % en valeur relative, tendance qui se raffermie en 1995 puisque le niveau de la valeur des importations se situe à 2.915 millions d'ECU, soit une augmentation de 7,9 % en valeur relative⁴⁷. Par contre, les exportations connaissent une évolution en dents-de-scie, les hausses alternant successivement avec les baisses pendant la période sous revue.
138. Les mêmes tendances observées sont valables lorsqu'il s'agit d'analyser l'évolution du commerce de l'Union Européenne avec l'ensemble Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC). En effet, l'évolution générale est au rétrécissement des échanges commerciaux tant en ce qui concerne les exportations qu'en ce qui concerne les importations. Ainsi, alors que les importations en valeur chutent de près de 40 % en 1993 par rapport à 1990, les exportations baissent de 16,4 % au cours de la même période. La tendance baissière des exportations ne s'estompe qu'en 1995 puisque leur valeur passe de 2.152 millions en 1994 à 2.420 millions d'ECU en 1995, soit une augmentation en valeur relative de l'ordre de 12,4 %. Ici également, la détérioration de la balance commerciale est continuelle, ce qui se traduit par un faible taux de couverture des importations par les exportations :⁴⁸ (Tableau 4).

⁴⁷ Voir Revue échanges No 7 avril 1998 pp14-15

⁴⁸ ibidem et Revue de statistique Eurostat 1997

Tableau 4 :
Evolution des échanges commerciaux entre l'Union Européenne et la CEEAC 1990-1995
 (en millions ECU)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Importations	4.574	4.249	3.785	2.886	3.571	3.917
Exportations	2.772	2.427	2.362	2.315	2.152	2.420
Balance Commerciale	-1.801	-1.822	-1.423	-570	-1.419	-1.497
Ratio(%)	61	57	62	80	60	62

Source Euro Stat 97

Tableau 5 :
 Les échanges entre l'Union Européenne et les pays de la CEEAC en 1996
 (en milliers d'ECU).

	Angola	Burundi	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equato.	RDC	Rwanda	Sao Tomé	Tchad
Importations	646.	58.	1.200	108.	888	847	28	850	44	5	68
Exportations	773.	52	637	52	923	970	60	371	66	22	86
Solde	-127	0,6	563	55	-34	-123	-31	478	-21	-16	-18

Source : Commission Européenne (1996), La Coopération U.E - ACP en 1996 : La lutte contre la pauvreté, 247 p.

139. Du tableau 5 ci-dessus, on constate que pour la majorité des pays de l'Afrique Centrale, les échanges commerciaux avec l'Union Européenne se traduisent par un déséquilibre commercial parfois très important comme dans le cas de l'Angola où le déficit de la balance commerciale représente près de 20 % le montant des exportations en 1996. Plus manifeste est le déséquilibre commercial de Sao-Tome et Principe, lequel est trois fois plus élevé que la valeur de ses exportations⁴⁹

Tableau 6 :
Le commerce entre l'UE et les ACP
 (en milliards d'Ecus)

	1976	1980	1985	1990	1992	1994
Exportations vers l'U.E. des ACP	9,6	15,7	17,4	16,6	17,0	14,9
Importations ACP de l'U.E.	10,5	19,4	26,8	21,9	18,0	18,6
Solde (déficit)	-0,9	-3,7	-9,4	-5,3	-1	-3,7

Source : Données brutes in Le Courrier N° 162.

140. Ces différents chiffres permettent de relativiser, d'une part, le succès que certains attribuent à la Convention de Lomé, d'autre part, l'impact que sa révision ou sa disparition aurait sur les pays ACP et en particulier les pays africains. En outre, il

⁴⁹ Une analyse désagrégée des échanges entre l'Union Européenne et les pays de la CEEAC permet d'apprécier l'importance relative des produits primaires dans les importations des pays de l'Union en provenance de chacun des Etats. Dans cet ordre d'idées, en 1996, le pétrole représentait 33 % pour le Congo Brazzaville et 62 % pour l'Angola. La part des diamants dans les importations totales des pays de l'Union était de 86 % en provenance de la Centrafrique, 30 % de l'Angola et de 62 % de la République Démocratique du Congo (RDC). Quant au café, il représentait 59 % des exportations du Burundi alors que pour le Rwanda, ce pourcentage était de 85 % en 1996. Les exportations du Tchad étaient à 78 % composées du coton.

y a une érosion constante des préférences du fait de la libéralisation générale et de l'élargissement des préférences de la Communauté à d'autres régions⁵⁰.

Encadré No.5 : La convention de Lomé n'a pas répondu aux attentes

En faisant appel au cadre de modélisation du projet d'analyse du commerce mondial (GTAP), on constate que la Convention de Lomé n'a pas et est loin de satisfaire les attentes des états ACP dans les domaines agricoles et manufacturiers. Les préférences accordées par la Convention de Lomé dans le domaine du commerce des produits agricoles sont de trois ordres : La première série de préférence est accordée pour les produits couverts par la politique agricole commune (PAC). Etant donné que ces produits sont pour la plupart des cultures des zones tempérées, cela ne représente guère d'intérêt pour les Etats africains qui sont des Etats tropicaux. Deuxièmement, il existe des préférences en faveur des produits tropicaux provenant principalement des pays africains et qui ne représentent aucun risque pour les producteurs de l'UE. Ces marchandises ont le droit d'entrer en franchise en quantité illimitée. Les marges dont bénéficient les pays africains sur ces marchandises par rapport aux autres pays en développement sont très restreintes. Troisièmement un petit groupe de produits fait l'objet de dispositions spéciales : le rhum, la banane, la viande bovine, le riz et le sucre. Les contingents accordés ne sont jamais remplis et les Etats ACP ne peuvent pas accroître leur part des marchés d'exportation. La convention de Lomé accorde un accès préférentiel aux exportations de produits manufacturés et semi- manufacturés des pays ACP au marché européen et pour 95 % de leurs exportations agricoles. Cependant ces mesures n'ont pas été suffisantes pour enrayer la marginalisation de l'Afrique dans les relations commerciales avec l'U.E. Les concessions industrielles et les dispositions relatives au transfert des technologies ou à la promotion des investissements n'ont pas permis une diversification des échanges.

La politique de stabilisation des recettes d'exportation, (le STABEX pour les produits agricoles ou le SYSMIN pour les produits miniers), liée beaucoup plus à une diminution du volume de la production qu'à une fluctuation des cours, s'est avérée limitée et inefficace. Jusqu'à la fin de la décennie 80, il a pu compenser les baisses de production exportable et les baisses de cours pour une compensation financière de 2065 millions ECU, soit 14,5 milliards de francs pour des pertes de recettes estimées à 3720 Millions d'Ecus, soit un taux moyen de satisfaction des demandes de 63 %. Le tableau 7 donne la répartition de ces opérations sur la période 1975-1989.

50 - il en est ainsi de l'Union douanière créée avec la Turquie, Andorre, Chypre, Malte, San Marino; de l'Espace économique européen (Islande, Norvège et Liechtenstein), des accords avec la Suisse, les pays d'Europe centrale et orientale ainsi qu'avec les pays du bassin méditerranéen. Sans oublier le projet entériné par la Commission Européenne le 22 juillet en vue de créer en 2012-2015 une zone de libre-échange avec les quatre pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay) et le Chili.

Tableau 7. Répartition des opérations du STABEX de Lomé I à Lomé III (1975-1989)

	LOME I	LOME II	LOME III
Crédits demandés (en Ecu)	1.50	192,80	354,70
Nombre de demande	99,00	142,00	158,00
Demandes satisfaites	3,00	18,00	18,00
Transferts	1.50	148,80	152,20
Pourcentage (par rapport au total)	0,39	22,20	12,90
Compensation attribuable à la :			
Baisse des quantités	100,00	30,60	6,00
Baisse des valeurs unitaires	0,00	69,40	94,00
Principaux produits couverts	Cacao, café, coton, sorgho, minerais de fer, bois, arachide	Cacao, café, coton, arachide, sisal, soja, bois, thé, caoutchouc, minerais de fer	Cacao, café, coton, arachide, minerais de fer, sisal, coprah, soja, thé, bois, huile de coprah, bauxite, cuivre, caoutchouc
Bénéficiaires (montant en Millions d'écus)			
* ACP (groupe africain)	ND Seychelles (2,6) Mauritanie (1,57) Sénégal (3,18) Tchad (1,48)	ND Sénégal (20,89) Guinée (15,7) Mali (33,12) Cameroun (10,13)	(94% du total) Côte d'Ivoire (73,7) Cameroun (50,8) Togo (20,5) Guinée Equ. (3,1)
* ACP (groupe pacifiques et caraïbes)	ND Grenade (1,15)	ND Fiji (5,46) Vanuatu (1,2)	Sao Tomé (1,6) (6% du total) N.G (2,6) Samoa (1,1) Grenade (0,8)

Source: S. TACHI : In Instabilité des marchés de matières premières et économies en développement. Thèse de 3^{ème} cycle. Université de Yaoundé II 1994.

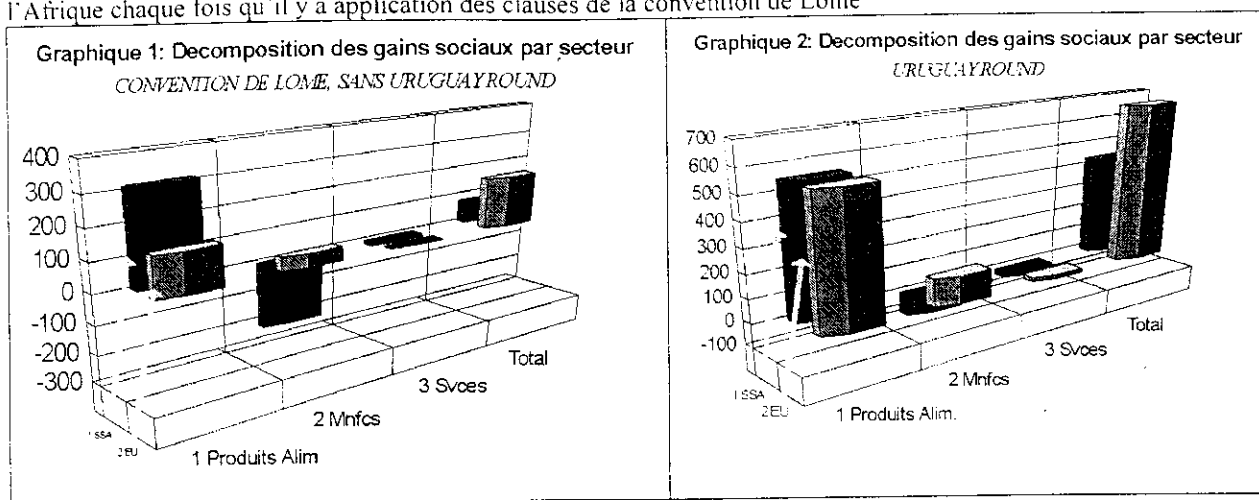
Encadré No.6 : La convention de Lomé en l'an 2005

Dans la perspective des négociations de Lomé V qui entrera en vigueur en février 2000, les Etats ACP ont compris la nécessité d'harmoniser leurs positions sur le commerce, les questions financières et monétaires, le cadre institutionnel et organisationnel du groupe ACP. Mais quelle efficacité peut avoir cette convention pour les ACP si la coopération régionale et sous régionale reste embryonnaire, si la coopération sud-sud reste presque inexistante ? Peut-être les défis et les enjeux qui se posent aux ACP à l'aube du XXI^e siècle serviront-ils enfin de révélateurs des insuffisances en matière de coopération régionale.

La libéralisation du commerce international dans un contexte de mondialisation croissante semble être une évolution incontournable. L'Afrique doit s'y préparer et l'Union européenne veut l'y aider autant à préserver sa place de partenaire économique et commercial privilégié, que pour des raisons politiques, sociales, historiques et humanitaires.

L'Union européenne (UE) est elle-même en pleine évolution; elle doit aiguïser ses armes dans la guerre économique mondiale actuelle tout en se pliant aux règles de jeu de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Elle est aussi confrontée à ses propres contradictions internes; certains pays membres de l'Union, surtout les pays du Nord, seraient plus enclins à une extension de l'Europe vers l'Est plutôt que vers le Sud. Sur cette toile de fond des projections sur l'an 2005 faisant appel au cadre de modélisation du « projet d'analyse du commerce mondial (Global Trade Analysis Project, GTAP) » ont donné les résultats schématisés dans les graphiques 1 et 2. On retiendra et qu'au cas où la convention de Lomé serait pleinement appliquée en Afrique au Sud du Sahara sans Uruguay Round, en 2005, la partie africaine tirerait un grand avantage à se spécialiser dans l'exportation des produits agricoles semi-finis ou finis. Les bénéfices attendus de cette spécialisation seront cependant annihilés par les pertes des secteurs manufacturiers et des services sur le marché de l'UE. Toutefois l'UE, gagne beaucoup plus avec la convention de

Lomé comparativement à l'Afrique. Dans les mêmes circonstances l'application de l'UR ferait gagner à l'Afrique plus qu'elle n'attend de la convention de Lomé. Les graphiques montrent que l'UE gagnent plus que l'Afrique chaque fois qu'il y a application des clauses de la convention de Lomé



D.3.2. L'Uruguay Round et l'Afrique : **de nombreuses répercussions négatives sur l'Afrique Centrale.**

141. Pour les pays d'Afrique Centrale, les accords de l'Uruguay Round comportent un risque réel de chute des recettes d'exportation et de perte des parts de marché, jadis garantis par des accords spécifiques et sur lesquelles ont été bâties leurs stratégies de développement. Certes, les droits de douane ont été réduits ou abolis pour de nombreux produits, mais l'accès au marché, en mettant en concurrence des économies inégalement développées, peut être défavorable aux pays d'Afrique Centrale.

142. Dès lors, si des dispositions spéciales ne sont pas prévues, la polarisation du commerce international a de forte chance de s'aggraver et la libéralisation des échanges pourrait conduire à une marginalisation encore accrue de ces pays par rapport au jeu complexe des relations économiques internationales⁵¹.

D.3.2.1. L'augmentation des cours mondiaux des produits agricoles

143. Suite à la diminution, prévue par les accords de l'Uruguay Round, des subventions d'exportation des produits alimentaires fortement subventionnés sur les marchés mondiaux (Tableau 9), comme le blé, la viande, les produits laitiers et le sucre, les prix de ces produits pourraient augmenter de 5% à 10%. Ceci contribuerait à l'augmentation de la facture des importations et aurait une incidence sur les balances commerciales des pays africains. Si cette augmentation se concrétise, les pays importateurs nets de denrées alimentaires payeront donc plus chers les produits agricoles qu'ils importent.

144. Cependant, il est important de noter que les hausses des prix, si elles ont lieu, seront graduelles, parce qu'elles s'échelonneront sur une période de 6 ans et

⁵¹ Voir William LOEHR et John P. POWELSON : Les pièges du nouvel ordre économique international. Ed. Tendances Actuelles, Paris 19984 PP27-75.

laisseront aux consommateurs et aux producteurs des pays importateurs le temps de s'adapter. En outre, quand les cours sur les marchés mondiaux auront atteint leur niveau d'équilibre, ils seront plus stables qu'auparavant parce qu'ils ne subiront plus le contrecoup des fluctuations des subventions et parce que les pays ont convenu de consolider les droits de douane qu'ils appliqueront aux produits agricoles.

D.3.2.2. Diminution des marges de préférences

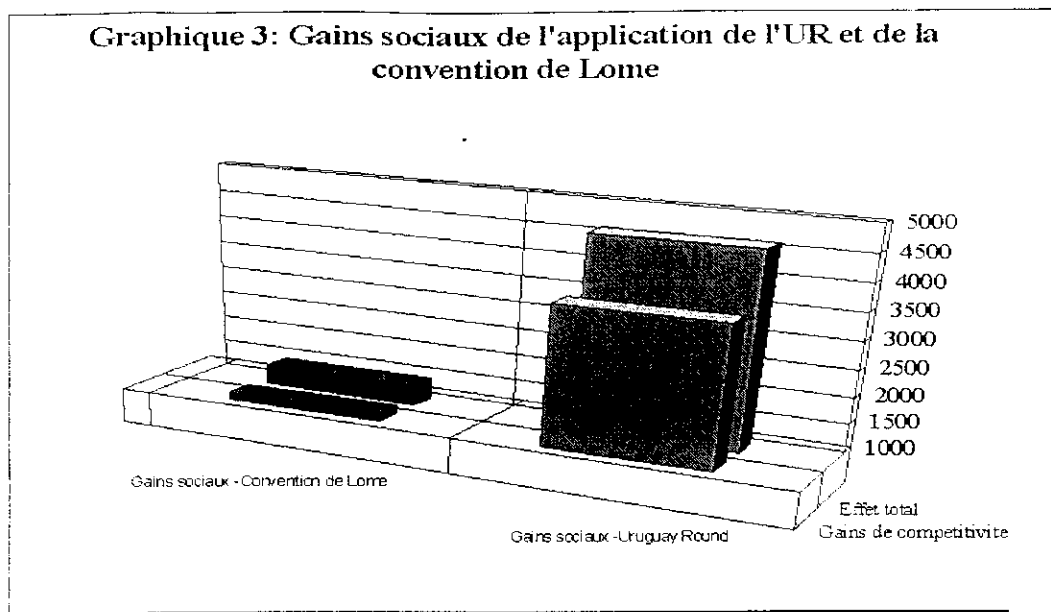
145. L'inquiétude des pays africains provient du fait que la base de leurs exportations est limitée et dépend fortement des produits de base. Dans ce contexte la réduction des taux de droits de douane, peut entraîner une perte de marge de préférence sur les principaux marchés sur lesquels ils bénéficiaient d'un accès préférentiel, que ce soit dans le cadre du système généralisé des préférences (SGP) ou en vertu de la convention de Lomé. Ce serait surtout le cas pour les produits tropicaux et les produits provenant des ressources naturelles pour lesquels l'érosion des préférences pourrait aller jusqu'à 100%. L'inquiétude des pays africains au sujet de l'érosion des préférences est grande compte tenu de la faible marge de manœuvre dont ils disposent et des délais d'adaptation requis. Ce délai sera d'autant plus long que leur base d'exportation est réduite à un nombre très limité de produits de base.

Encadré No.6 : La projection des résultats du cycle de l'Uruguay Round.

Selon les estimations préliminaires⁵², en 2005, les accords de l'Uruguay Round auraient un impact sur la croissance du revenu mondial qui enregistrerait une hausse d'au moins 192 Milliards de dollars au prix de 1992. Par contre, les pays africains au sud du Sahara subiraient une baisse drastique de leur revenu de l'ordre de 569 millions de dollars. On peut mentionner parmi les causes principales qui expliquent les pertes économiques pour les pays africains, l'effet qu'auront les réformes des politiques de soutien de l'agriculture dans les pays de l'OCDE sur les cours mondiaux des produits alimentaires. La deuxième est l'érosion des possibilités d'accès préférentielles des pays africains, compte tenu des réductions négociées des droits généraux appliqués par les pays développés (Tableaux 7 et 8). A ces deux causes de pertes, s'ajoutent les incidences indirectes auxquelles les pays africains seront soumis suite à leur accession à l'OMC.

Etant donné les conséquences négatives de l'UR sur l'Afrique des solutions politiques pourraient être envisagées pour aider les pays de la région à surmonter ces conséquences et à tirer avantage du nouvel ordre économique mondial et l'ouverture progressive des marchés mondiaux. Deux réformes portant respectivement sur l'amélioration du système de transport et de la manutention des marchandises en vue des échanges internationaux et la réforme des politiques touchant le rendement céréalier ont été simulées à l'aide du modèle GTAP et ont donné les résultats schématisés aux graphiques 1,2 et 3. La mise en œuvre de ces réformes permettrait de compenser largement les pertes au plan social qu'occasionnerait l'UR et la globalisation

⁵² Thomas W.HERTEL, William A. MASTERS and Aziz ELBEHRI : The Uruguay Round and Africa : A global, general equilibrium analysis. In Journal of african economies, volume7, number 2 pp208-234 1998.



D.3.2.3. Les engagements liés à l'accession à l'OMC

146. Tout membre de l'OMC, signataire de l'acte final et de l'accord instituant l'OMC, doit présenter une liste de concessions et d'engagements à annexer au GATT de 1994. Les pays africains membres de l'OMC sont tenus de respecter les termes de ces engagements. D'abord, ces pays doivent élaborer une législation leur permettant de se conformer aux obligations qu'ils ont acceptées en tant que membre de l'OMC. Pour cela, il leur faut modifier leur législation ou leur réglementation existante ou en établir de nouvelle, afin que les obligations énoncées dans plusieurs accords, puissent être remplies. Ensuite, chaque pays africain devrait évaluer les résultats de l'Uruguay Round afin d'identifier les meilleures opportunités commerciales et déterminer les actions et stratégies politiques à entreprendre. Dans le cas contraire les chances de conserver leurs parts de marché peuvent diminuer pour les produits dont les marges de préférences sont minimales ou auront complètement disparu à la suite de la libéralisation résultant de l'Uruguay Round.
147. Pour toutes ces raisons, les pays africains sont mis au défi de devoir s'adapter à une concurrence sur les marchés mondiaux pour pouvoir conserver un niveau raisonnable de recettes d'exportations essentielles pour leur développement. L'abaissement graduel des droits de douane, prévu pendant la période de transition, expose les pays africains qui bénéficient des facilités d'accès au marché pour la plupart de leurs exportations, à une concurrence acharnée que beaucoup d'entre eux ne sont pas encore prêts à affronter tant ils manquent de compétences en matière de commercialisation et de techniques de contrôle de qualité, de promotion commerciale et de production.

D.3.3. Quelques effets positifs de l'Uruguay Round sur les économies africaines

148. Malgré toutes ces pertes prévisibles dans le court terme, des effets compensatoires peuvent être attendus. D'abord les possibilités commerciales

des pays africains sur les marchés mondiaux pourraient augmenter. Ensuite, les intérêts des pays semblent être juridiquement garantis par l'institution de l'OMC.

D.3.3.1. Un accès plus large aux marchés mondiaux

149. La bonne application des Accords de l'Uruguay Round peut avoir un impact positif pour beaucoup de pays africains. En effet, si les obstacles au commerce tombent partout dans le monde, les destinations des exportations des pays de l'Afrique devraient se diversifier, les rendant moins vulnérables aux fluctuations cycliques de l'activité économique prévalant chez leurs partenaires privilégiés. En outre, certains produits exportés par l'Afrique bénéficieraient d'une meilleure compétitivité suite à la réduction des subventions accordées aux producteurs de certains pays développés. Pour les pays d'Afrique Centrale comme le Cameroun, le Congo-Brazzaville et le Tchad, les réductions tarifaires leur ouvriraient de plus larges débouchés pour l'exportation des produits d'origine minérale, le bois et les produits dérivés, ou le poisson et les produits de la pêche (Tableau 8).

Tableau 8 : Réductions tarifaires sur les produits industriels et agricoles dont l'exportation présente un intérêt pour les pays africains (produits à l'origine de 20% au moins des recettes d'exportation provenant des produits industriels).

Produits	Réduction Tarifaire En %	Pays Exportateurs
Textiles et vêtements	22	Egypte, Lesotho, Malawi, Maroc, Ile Maurice Madagascar, Tanzanie, Tunisie.
Métaux (produits miniers)	59	Botswana, Cameroun, Egypte, Ghana
Bois, pâte de bois Papier et meubles	69	Mauritanie, Mozambique, Sierra Leone, RDC Zambie, Zimbabwe Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire Ghana
Poissons et produits de de la pêche	26	Gambie, Madagascar, Mauritanie, Namibie, Sénégal, Tchad
Café, Thé, Cacao, sucre	34	Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire Ghana, Kenya, Malawi, Nigeria RDC, Rwanda, Tanzanie, Togo
Fruits et légumes	36	Lesotho, Maroc, Tunisie, Zambie
Oléagineux, Graisses et Huiles	40	Bénin, Gambie, Sénégal, Tunisie
Tabac	36	Malawi, Zambie, Zimbabwe
Autres produits Agricoles	48	Bénin, Congo, Egypte, Mali, Niger Tchad, Togo, Zambie.

Source: GATT, Focus no 106, mars- avril 1994.

D.3.3.2. L'OMC garantit les intérêts des pays africains

150. L'Afrique éprouvera à court terme des difficultés pour s'adapter au nouvel environnement commercial découlant de l'application des accords de l'Uruguay Round. Mais, à long terme, l'existence de nouvelles règles s'appliquant à deux secteurs très importants pour le commerce des pays africains, textiles et agriculture, ainsi que les accords élaborés sur les sauvegardes, les mesures antidumping et les subventions, pourraient garantir une plus grande sécurité des conditions d'accès aux marchés, en particulier pour les petits partenaires commerciaux africains. L'Afrique doit donc se pencher sur la recherche des voies et moyens qui lui permettent d'adapter son cadre institutionnel au nouvel environnement commercial et de veiller à ce que les réformes économiques et les

concessions tarifaires qu'elle serait appelée à consentir dans le cadre de l'OMC n'aient pas pour effet d'annihiler les préférences régionales accordées dans le cadre de mécanismes régionaux d'intégration.

Tableau 9 : Niveau de protection moyen avant et après le cycle de l'Uruguay Round, par région importatrice.

Région importatrice	Tarif(%) avant cycle		Tarif (%) après cycle	
	Produits alimentaires	Produits manufacturés	Produits alimentaires	Produits manufacturés
Etats Unis & Canada	11	4,3	11	2,8
Union Européenne	26	6,5	26	3,9
Japon	87	4,9	56,1	2,1
Corée du Sud	99	16,1	41,1	8,2
Malaisie	87	11	34,3	7,7
Philippines	86	23,9	33,4	7,7
Thaïlande	59	36,2	43,5	21,5
Amérique Latine	2,3	17,1	1,5	14,9
Afrique SS	15	9,5	12,4	9,4
Reste du Monde	15	10,6	14,1	9,1

Source : GATT Focus Op.Cit.

D.3.4. Mesures de réformes économiques requises

151. L'agriculture et l'industrie sont les deux secteurs de l'économie africaine les plus sensibles à l'évolution des mécanismes mondiaux des échanges.

D.3.4.1. Agriculture

152. La facture des importations alimentaires des pays africains risquerait d'augmenter fortement. Par conséquent, il est absolument indispensable, pour ces pays, d'accroître leur production agricole. Dans ce contexte, l'Afrique Centrale devrait déployer des efforts particuliers pour étudier les implications des accords du cycle de l'Uruguay pour ses exploitations agricoles et consacrer plus de ressources à la recherche en matière de génie génétique afin d'aider le secteur agricole à intensifier et à diversifier la production et à tirer profit des nouvelles opportunités commerciales offertes par l'UR.

D.3.4.2. L'industrie

153. La nécessité d'une industrialisation sur le plan multinational, et les tentatives faites dans ce sens, soulèvent la question de la répartition planifiée des avantages de l'intégration économique. Quels que soient les avantages temporaires que les différents membres retirent de l'emplacement de projets industriels, aucun progrès ne sera possible si, au terme des politiques en vigueur, certains pays sont presque exclusivement importateurs tandis que d'autres sont essentiellement exportateurs de marchandises produites à l'échelon sous-régional.
154. Ce problème ne pourra trouver de solution rapide parmi les pays d'Afrique Centrale faute d'une planification multinationale convenablement élaborée. Celle-

ci permettrait tout d'abord de déterminer les dépenses correspondant à l'implantation de certains projets suivant leur emplacement. En outre, l'industrialisation nationale n'a pas suffisamment évolué à l'heure actuelle pour mettre en évidence les diverses possibilités de liaison industrielle entre pays partenaires. Enfin la planification devrait être plus poussée qu'elle ne l'a été jusqu'ici pour pouvoir démontrer et situer l'intégration économique dans une perspective à plus long terme et par conséquent accroître les possibilités de développement dans la sous-région de l'Afrique centrale.

155. Quatrièmement, la planification de la coopération est indispensable pour situer l'intégration économique dans une perspective à plus long terme et par conséquent accroître ses chances de succès dans la sous-région d'Afrique Centrale.

E. LEÇONS A TIRER DES EXPERIENCES PASSEES ET ACTIONS A ENVISAGER POUR MAXIMISER LES EFFETS DES ACCORDS.

156. La réussite d'une bonne intégration économique exige un minimum d'harmonisation des politiques gouvernementales des Etats partenaires, notamment dans les domaines de la fiscalité, de la législation des investissements et des politiques macro-économiques. En Afrique Centrale on a noté que le processus d'intégration tarde à se concrétiser sur le plan économique, commercial et de la libre circulation des populations malgré quelques timides acquis au niveau de chacune des CER notamment l'UDEAC/CEMAC. Il importe donc de tirer des leçons dans la perspective d'accroître les chances d'une intégration de la sous-région et les gains des échanges commerciaux avec les partenaires traditionnels et le reste du monde.

E. 1. Au niveau des Communautés économiques régionales

E.1.1. Harmonisation des politiques économiques et coordination de l'assistance extérieure

157. Ces questions impliquant les aspects les plus délicats et les plus complexes de la politique économique nationale, les tentatives d'harmonisation se heurteront à des résistances et à, des réticences diverses. Il est cependant évident que, faute du degré d'harmonisation voulu, les coûts que devrait supporter chaque Etat accuseraient de telles différences d'un Etat à l'autre, que les gouvernements se verraient contraints d'imposer toutes sortes de restrictions à leurs relations économiques mutuelles.
158. Pour hâter ces améliorations, il faut maintenant élaborer des plans sous-régionaux valables autour desquels elles puissent être organisées ; ce qui doit être fait en vue du développement intégré.

E.1.2. La réforme des politiques financières

159. Le domaine de l'intégration financière concerne le rôle et la fixation de l'épargne publique et privée, la réforme du secteur financier et l'harmonisation du droit des

affaires⁵³. Ainsi, s'agissant de l'épargne publique, au terme des mesures de réhabilitation des institutions de prévoyance sociale, ce programme, encore appelé Conférence Inter-africaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES)⁵⁴, devra réformer et harmoniser les dispositifs réglementaires en vigueur dans ce secteur. Le même schéma est valable pour l'épargne privée puisque le programme prévoit la création, après institution d'une législation commune, d'une superstructure appelée la Conférence Inter-africaine des Marchés d'Assurance (CIMA)⁵⁵.

160. Enfin, en ce qui concerne l'intégration par le droit des affaires, celle-ci peut beaucoup contribuer à rendre ces pays plus attractifs pour les investisseurs étrangers. Le champ couvert par le Traité⁵⁶ de l'organisation pour l'harmonisation du droit des affaires (OHADA) est vaste puisqu'il concerne l'ensemble de l'environnement juridique des entreprises et ambitionne de créer un espace juridique moderne qui soit le support du développement économique des Etats membres.

E.2. Au niveau des accords multilatéraux.

161. A la veille des négociations de Lomé V, la tendance n'est pas en faveur de l'Afrique. L'Europe n'est plus l'interprète naturel telle qu'elle fut durant les 3 dernières décennies. La politique « d'assistanat » mise en place par l'Europe aux lendemains des indépendances en fonction de ses préférences, n'est pas compatible avec les Accords de l'Uruguay Round. Force est de reconnaître que les conventions classiques de Lomé ne peuvent plus aider l'Afrique à garder sa place dans un univers où la liberté de compétition sur les marchés est promue au rang de dogme⁵⁷. Les pays africains devraient adopter et mettre en œuvre des stratégies afin de rendre leurs produits plus compétitifs et diversifier leurs exportations.
162. Les négociations en cours dans le cadre de la 5^{ème} Convention de Lomé tentent de mettre fin à la série des politiques commerciales préférentielles. Elles sont en faveur de la création d'une zone de libre échange et le renforcement de l'intégration. Ceci implique pour les Etats Africains de mettre en place des stratégies dont quelques unes ci-après.

E.2.1. Harmonisation des politiques de développement agricole.

163. La sous-région offre des diversités écologiques et climatiques permettant la production d'un grand nombre de denrées alimentaires⁵⁸ qui pourraient faire de la sous-région un grenier pour le reste de l'Afrique. Une bonne politique agricole

⁵³ Voir CEA: Les réformes du secteur financier et la gestion de la dette. Actes de la sixième session de la conférence des Ministres africains des finances. Addis Abeba 31 mars-2 Avril 1997. PP33-39

⁵⁴ Le Traité instituant le CIPRES a été signé à Abidjan (Côte d'Ivoire) le 21 septembre 1994 par les ministres des quatorze Etats africains de la zone Franc.

⁵⁵ Le Traité établissant la CIMA a été paraphé le 10 juillet 1992 à Yaoundé (Cameroun) par treize pays africains de la zone Franc.

⁵⁶ Ce Traité a été signé à Port Louis (Ile Maurice) le 17 octobre 1993 et ratifié par le Cameroun le 05 septembre 1996.

⁵⁷ Voir Sylvie BRUNEL: Le sud dans la nouvelle économie mondiale. PUF 1995 PP105-143

⁵⁸ Voir document préparé par la FAO pour le compte de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC) : " Programme complet de sécurité alimentaire pour la sous-région Afrique Centrale."

contribuerait largement à la satisfaction des besoins en produits agricoles et d'élevage comme le riz, le sucre, les primeurs et les produits laitiers. Il faut également considérer que les exportations agricoles peuvent représenter le seul moyen qui s'offre à certains pays d'accroître leurs importations de marchandises en provenance des Etats voisins. Les avantages qui résulteraient d'une nouvelle politique de productivité agricole, constitueraient à eux seuls un stimulant puissant pour la croissance de la région africaine dans un avenir immédiat.

E.2.2. Promotion de l'investissement et du développement des entreprises

164. Dans le nouvel environnement, des investissements réguliers dans les secteurs productifs, la maîtrise de la technologie et un secteur privé dynamique et compétitif sont la condition d'un progrès économique durable. L'expérience atteste également le rôle essentiel que joue l'Etat en offrant des conditions macro-économiques stables et une infrastructure économique, sociale et juridique solide.

CONCLUSION

165. Malgré un taux de croissance relativement acceptable, les conditions de vie des populations de la sous-région ne se sont guère améliorées. Au contraire, elles se sont détériorées dans plusieurs pays de la sous-région en proie à des guerres inter-étatiques et internes.
166. L'une des plus importantes équations auxquelles les décideurs nationaux devront s'atteler à résoudre est l'arrêt des conflits et la formulation et la mise en œuvre de politiques et stratégies permettant de contenir et d'enrayer la montée de la paupérisation. Tant que la pauvreté n'est pas enrayerée, il n'y aura pas de paix et de stabilité et s'il n'y a ni paix, ni sécurité et stabilité, la pauvreté persistera. Il s'agit donc d'un cercle vicieux qu'il faut briser !
167. Dans l'élaboration des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté, un accent particulier devra être mis sur l'intégration humaine. En effet, l'un des éléments clés qui minent les relations humaines et provoquent les guerres et les conflits est la perte des valeurs humaines (africaines). Il faut donc que les pays de la sous-région rétablissent ces valeurs, emmènent les hommes à se faire confiance et à s'unir pour leur propre développement.
168. Les perspectives de la sous-région sont bonnes, pourvu que les guerres et les conflits que les populations vivent actuellement cessent. La sous-région est dotée de toutes les prestigieuses ressources naturelles, il suffit de les exploiter correctement en développant les contributions du secteur privé de la sous-région auquel on pourvoirait un environnement qui soit propice pour les affaires, et favorable à la libre circulation des personnes et des biens.
169. Dans le contexte de la mondialisation les pays africains sont invités à former des regroupements au sein desquels seraient établies des règles pour la production et la commercialisation des produits. Dans les autres sous-régions ce processus semble plus avancé. Il serait cependant difficile de faire évoluer les 5 communautés régionales vers la Communauté économique Africaine si l'écart se creuse entre elles. Il est donc impératif de corriger ce retard. Le plan de relance de la CEEAC milite pour cet objectif. Quelques unes des conditions de réussite de ce plan consistent à :
 - ◆ déterminer les domaines respectifs de coopération et d'intégration ;
 - ◆ adapter une approche pragmatique progressive mais globale ;
 - ◆ engager les structures et politiques nationales ;
 - ◆ entreprendre une action volontariste et décisive dans le domaine des transports et communications et,
 - ◆ l'acceptation par les pays ou les groupes de pays, d'une perte de leur souveraineté au profit de la CEEAC dans certains domaines jugés essentiels pour l'intégration.
170. Une mission circulaire a été entreprise pour la redynamisation de la coopération et l'intégration régionales et la relance de la CEEAC par le CDSR-AC dans les 11 pays de la sous-région afin de déterminer avec ceux-ci les domaines de concentration de cette communauté. Elle a aussi été l'occasion de sensibiliser les

gouvernements, la société civile, le secteur privé, la communauté internationale et l'opinion publique sur la nécessité de cette redynamisation.

171. Il ressort de cette mission que l'intégration humaine, le renforcement des capacités d'analyse, d'action, d'intervention, de communication, d'initiative et de négociation, l'intégration physique et monétaire et la paix, la stabilité et la sécurité sont les pierres angulaires de l'intégration sous-régionale en Afrique Centrale.
172. Avec la création de l'OMC, on estime que les exportations mondiales et les revenus augmenteront au début du siècle prochain mais ce gain potentiel ne sera pas réparti de façon équitable entre les pays développés et les pays en voie de développement. Cependant, il serait sans doute exagéré de considérer que cette nouvelle tendance sera un désastre pour l'ensemble des pays africains.
173. L'application des accords de l'Uruguay Round peut avoir pour effet d'améliorer les conditions d'exportation des pays africains vers les pays industrialisés, à la condition que ceux-ci sachent tirer profit des clauses et dispositions spéciales et entreprennent les réformes nécessaires pour rendre leurs produits plus compétitifs. On sait que les pays de l'Afrique Centrale sont principalement exportateurs de produits de base comme le café, le cacao, le coton, le caoutchouc naturels, de produits forestiers, pétroliers et miniers dont la production a été en légère hausse au cours de la campagne 1997-1998. Cette tendance pourrait se maintenir si certaines mesures précédemment décrites sont prises.
174. Une évaluation préliminaire de l'UR utilisant la base de données et les modèles du projet d'analyse du commerce mondial (Global Trade analysis projet, GTAP) de l'Université de Purdue (Etats Unis) a abouti aux conclusions selon lesquelles:
 - ♦ L'Asie va progressivement occuper une place de plus en plus importante dans les exportations africaines au détriment de l'Europe
 - ♦ la réduction des tarifs douaniers rend les produits asiatiques plus compétitifs que les produits africains ;
 - ♦ le secteur des textiles et de l'habillement sont les plus sensibles. La mise en œuvre de l'accord aurait comme conséquence une réduction de la production de plus de 10% en l'an 2005 dans ce secteur ;
 - ♦ des réformes institutionnelles doivent être envisagées dans les domaines des transports internationaux et de la production de céréales alimentaires, en vue de réduire les coûts élevés de transport.
175. Une convention de Lomé renouvelée donnerait au partenariat Nord/Sud un atout majeur pour promouvoir l'intégration régionale. En effet, les accords de libre échange Union Européenne - ACP nécessiteront la constitution préalable de regroupements économiques régionaux (de préférences sous la forme d'unions douanières). Or, désormais, nul ne conteste que l'insuffisance de l'intégration régionale soit devenue un handicap majeur, d'abord pour les îles caraïbes et pacifique, parfois fort éloignés de leurs débouchés, mais aussi et surtout, pour l'Afrique, dont le cloisonnement économique entrave fortement son développement. Personne ne dénie non plus à l'Union Européenne une compétence particulière (par rapport aux autres bailleurs de fonds) pour

promouvoir l'intégration régionale. L'Europe doit donc affirmer sa volonté et son rôle dans ce domaine en Afrique Centrale.⁵⁹ En définitive, ordonner sa coopération autour de la promotion de l'intégration permettrait à L'Union Européenne de mieux affirmer son rôle et d'imprimer à son action la visibilité et l'effet d'entraînement que ses États membres sont en droit d'exiger d'elle.

176. Au niveau des ACP le couple commerce et développement nécessite, trois préalables pour se traduire en termes concrets:

- ♦ une aide financière adaptée pour permettre aux pays ACP de faire face aux risques et aux chocs de l'ouverture,
- ♦ un redéploiement des actions de formation et d'assistance technique vers les domaines de la commercialisation et de standardisation des produits et enfin,
- ♦ la promotion des partenariats d'entreprises (Nord/Sud mais aussi Sud/Sud).

177. Par ailleurs, il est souhaitable de voir les États se recentrer sur leurs fonctions régaliennes et sociales afin de mieux lutter contre la pauvreté. L'émergence d'instances de régulation économique et financière professionnelles doit, en même temps, être recherchée.

⁵⁹ Voir Rapport préparé par Dominique Bocquet Conseiller financier au Ministère français de l'Economie, des Finances et de l'Industrie intitulé « Quelle efficacité économique pour Lomé ? ». Le rapport montre que l'absence d'incitation à l'intégration dans les convention de Lomé risque de favoriser le cloisonnement et le protectionnisme. Il fait observer que la plupart des constructions régionales (à commencer par la construction Européenne elle-même) ont, à un moment ou à un autre, bénéficié d'un encouragement extérieur déterminant.

